

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



État et patrons à la même table

Service public au menu !



**Radio libertaire
sur internet:**
federation-anarchiste.org/ri

M 02137 - 1413 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« - Accusé, vos mains sont pleines de sang !
- Comme votre robe rouge, Monsieur le Président ! »
Emile Henry, aux Assises.

hebdo n° 1413

du 27 octobre au 2 novembre 2005

FOP 2520

Sommaire

Faits d'hiver en octobre, par J.-M. Raynaud, page 4

Une **Autruche** endimanchée, par F. Ladrissé, page 5

Rififi machiste au PS, par R. Paradis, page 5

Emploi et séropositivité ne font pas bon ménage, par P. Schindler, page 6

Nouvelles des fronts : en attente du sauveur suprême ?, par Hugues, page 7

Action **en soutien à Faty** contre Accor, page 8

Anarchie et décroissance, par J. Monjot, page 9

La technologie sous l'œil avisé de N. Potkine, page 12

Argentine : **l'expropriation** a du bon, par B. Pérez, page 13

Exclusivité : Rahan et les transports, par le D^r Martius, page 15

Ludovic Bablon, un pamphlétaire utopiste ?, par P. Ducira, page 18

Les voraces de Lyon, par A. Sizaïre, page 19

Baulenas, le Manchette catalan, par le Furet, page 20

Le mouvement, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France
et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Éditorial



L'après

SNCM

Les saisons se succèdent, et les litanies sur le mouvement social les suivent. La rentrée, que les directions des boutiques syndicales promettaient d'être chaude, voire au moins mobilisée, n'a été que tiède, et encore!

Il est toujours vrai qu'un mouvement ne se décréte pas, mais le freinage et l'enlèvement, ça doit s'apprendre dans les écoles de permanents syndicaux.

Encore convalescent, Chirac s'est offert une « petite promenade » de santé dans la région lyonnaise. Il aurait même trouvé une agence ANPE où tout le monde était content. Il est vrai qu'il était là en service commandé pour soutenir la politique du gouvernement sur l'emploi. Le Conseil d'État ayant validé le contrat nouvelle embauche (CNE) qui autorise maintenant les embauches au rabais, le chef de l'État pouvait parader sur sa conception de la « lutte contre le chômage »!

Pendant ce temps, à l'Assemblée nationale, on aménage des nouvelles choses pour ceux qui profitent de l'exploitation des autres. En 2007, un nouveau barème d'impôt sur le revenu creusera encore les disparités. Des médias ont même trouvé une belle formule: « Réforme spéciale grands patrons. » On vit une période formidable!

Moins médiatisée que l'enlèvement de Marseille, la fin de la grève des salariés de COMEX (réseau des transports urbains de Nancy) a vu la naissance d'un accord prévoyant une augmentation de 1,7 % des salaires pour le 1^{er} janvier 2006. Ils avaient demandé 8 % et engagé leur mouvement le 4 octobre...

Vous avez dit rentrée sociale? Pour en rajouter au tableau, la privatisation de la SNCF est déjà en marche. Le Sénat a voté « dans l'urgence » une loi pour mettre fin au monopole de l'entretien des nouvelles lignes. Privatisation de la maintenance, et après?

Quant à la gauche décomposée, j'ai encore à l'esprit une affiche faite par des camarades en 1970: « Comme ton patron, adhère au PS. » Rideau!



Jean-Pierre Levaray

LE CONFLIT DE LA SNCM a mis en lumière quelques faits sur lesquels il faut se pencher.

Il s'agissait d'un conflit majoritaire pour empêcher une nouvelle privatisation. Ce mouvement a été fort et a reçu un soutien important de la population qui en a marre de la casse des services publics. Même s'il y a à redire sur l'idéologie du STC, on a pu apprécier l'utilisation de l'action directe pour se faire entendre. On a pu aussi découvrir que le mouvement indépendantiste pouvait se battre pour les services publics! Le problème c'est que ce conflit, pourtant fort, a connu une défaite. Une défaite liée à deux causes.

La première, c'est que cet échec est en partie lié aux attermolements (même à la trahison, n'ayons pas peur des mots) de la CGT. Le bureau confédéral n'a pas voulu écouter le syndicat CGT-SNCM ainsi que l'UD-CGT marseillaise qui demandaient un durcissement de la lutte, en faisant appel à la solidarité et en faisant grossir le mouvement avec d'autres secteurs. Peut-être Bernard Thibault a-t-il

monnayé la casse de la SNCM en échange de quelques bribes dans la prochaine privatisation d'EDF? Et, voulant passer pour réaliste, et devenir l'interlocuteur privilégié de l'État et des patrons, a-t-il voulu montrer qu'il ne cédait pas à sa base la plus radicale?

Toujours est-il que lors de la dernière AG des grévistes, proposer un vote à bulletin secret était déjà un signe de renoncement et, ensuite, faire imprimer sur le bulletin « Oui à la reprise, contre le dépôt de bilan » c'était aiguiller les grévistes vers l'arrêt de la mobilisation.

La seconde cause du capotage de ce mouvement, sauf si celui-ci avait trouvé une ampleur plus forte, c'est que l'État ne pouvait pas faire autrement. Accepter de maintenir l'État en position majoritaire au sein du capital de la SNCM, c'était offrir une opportunité supplémentaire aux adversaires des privatisations. Ce qu'il ne peut se permettre, tant la privatisation d'EDF est un enjeu important pour lui.

D'autres privatisations sont en cours, et si les autoroutes semblent bradées sans trop de protestations, il n'en est pas de même en ce qui concerne les transports urbains (mouvement de grève très fort à la RTM de Marseille, mais aussi à Nancy), et pour le fret SNCF, cela se fait de façon larvée. Enfin, l'État et son gouvernement savent que la dénationalisation d'EDF ne sera pas simple.

Les privatisations constituent la politique économique principale des gouvernements quels qu'ils soient. Depuis les années 80, les services publics sont devenus des marchés importants que les États ont bradés aux bénéfices des entreprises privées, des fonds d'investissements et des magnats divers et variés. Il s'agit d'une politique de mondialisation de l'économie d'un côté, avec l'Europe politique comme donneuse d'ordre, et, de l'autre, d'une politique volontaire de réduction des déficits publics dans le droit fil de la logique libérale.

L'autre aspect de cette cession des services publics, c'est la casse des statuts des salariés de la fonction publique, ainsi que leur éclatement. Le personnel des services publics peut encore se faire entendre aujourd'hui, il peut bloquer le système et l'économie. Une fois tous les fonctionnaires (ou ce qu'il en restera) atomisés dans des sociétés divisées, il ne sera plus possible d'avoir de grands mouvements de lutte, comme on en a connu jusqu'à il n'y a pas si longtemps. Et c'est ça l'autre face de la destruction des services publics: après avoir cassé tous les bastions industriels, il reste à l'État à se débarrasser de ce personnel encombrant parce que nombreux et encore conscient de sa force.

L'État parie là-dessus pour acquérir une véritable paix sociale. Il se met, une fois encore, le doigt dans l'œil. La colère gronde et on sent un ras-le-bol général qui se diffuse. On a vu aussi (lors de la manif du 4 octobre notamment) un regain de combativité dans les boîtes du privé. Reste à se poser des questions sur le service public et à construire rapidement ce mouvement qui les foutra tous dehors.

J.-P.L.



Faits d'hiver

Il y a toujours une guêpe pour piquer un visage en pleurs

IL A 9 ANS. Ses parents ont été arrêtés par la police française il y a un peu plus d'un an. Depuis lors, il vit en Euzkadi sud (pour l'heure, le Pays basque espagnol) et, tous les mois, il rend visite à papa maman. Au début, c'était à la prison de Moulins. Puis ce fut à celle de Nantes. Puis de Toulouse.

À chaque fois, en plus d'avoir l'estomac et le cœur noués par l'émotion, ce sont des levées aux aurores, des heures et des heures de route, des journées d'école qui sautent...

Pas facile d'être un môme de prisonniers.

D'autant plus que...!

Il y a quinze jours, il s'est présenté avec son grand-père à la prison de Toulouse pour, une fois de plus, rencontrer furtivement ses parents dans le cadre austère d'un parler d'une demi-heure. Le rendez-vous avait été convenu trois semaines auparavant avec la prison. Et on lui a

annoncé, comme ça, sans excuses pour ne pas l'avoir prévenu, que ses parents avaient été transférés quelques jours plus tôt dans une autre prison.

C'est petit. Minable. Médiocre. Mesquin. Méchant. Honteux. Lamentable. Lâche. Vil. Intolérable. Stupide. Impardonnable... À moins, bien sûr, de penser qu'une famille doit « payer » pour les actes de l'un de ses membres et qu'un enfant est forcément responsable de ses parents.

Les droits de l'homme, de l'enfant... qu'y disaient! Enfoirés!

Le 20 octobre 2005

Jean-Marc Raynaud

4 actualité

du 27 octobre au 2 novembre 2005 le monde libertaire

Les éléphants du PS montrent leur vrai visage : le machisme le plus basique !

SE DÉCLARER CANDIDATE à la candidature est une situation à haut risque de bavures sexistes :

« Ce n'est pas un concours de beauté », aurait dit Jean-Luc. Que n'aurait pas entendu Ségolène si elle avait été moins photogénique !

« Mais qui va garder les enfants ? » s'inquiète Laurent. Pourquoi personne ne pose cette question à François, le père affiché des mêmes enfants ? Parce qu'on n'est sûr de rien, ricane le mauvais esprit.

« Faut pas remuer du popotin », s'exclame Michel. On lui dit quelque chose, à lui, quand il tripote ses bretelles en public ?

« Je vais ajouter une balle de plus à mon fusil », hurle l'ex-leader du courant Nouveau Monde. Ça promet, le nouveau monde ! Il a dû regarder trop de films sur le Far West ou ne pas connaître la phrase de Benoîte Groult : « Le machisme tue tous les jours ; le féminisme n'a jamais tué personne. »

Et pourquoi François ne soutient-il pas sa compagne ? Aurait-il peur de rejoindre Sarko dans le club des abandonnés ?

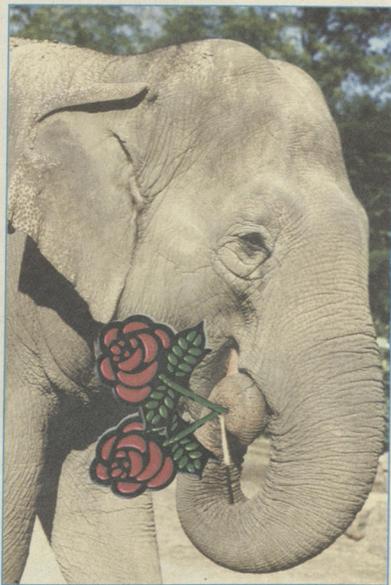
Tandis que certains dirigeants pensent qu'« une femme qui veut une place politique doit pouvoir être attaquée comme un homme » (dixit 20 Minutes). Et on voudrait nous faire croire que les socialistes sont des humanistes !

Depuis Olympe de Gouges, et plus près de nous, avec Simone Veil et Édith Cresson, Roselyne Bachelot ou Dominique Voynet, les attaques en tout genre n'ont pas cessé, visant à décourager les femmes de s'occuper de politique.

En tant qu'anarchaféministe, je n'ai jamais voté pour eux, je ne voterai sûrement jamais pour elles ! Mais je considère que, si les socialistes avaient plus de dignité et de courage et moins le goût du pouvoir et de la guerre, pour « réparer » leurs dérapages, ils choisiraient tous Ségolène comme candidate !

Rose Paradis

Commission Femmes de la Fédération anarchiste



Quand l'autruche éternue...

Amulettes et grigris

« Je croise les doigts pour que la croissance soit au rendez-vous. » Carrez, UMP, rapporteur du budget. Croiser les doigts, peut-être que ça ne suffira pas. Aussi Carrez devrait-il garnir les couloirs de Bercy de fers à cheval et pattes de lapin, pendant que Thierry Breton esquiverait la fameuse « danse de la croissance ». Décidément, l'économie, rien de plus rationnel.

La gagne

« Je dois gagner, non parce que je le veux, mais parce qu'il le faut. » Sarkozy.

On ne sait si Sarko parle de sa prochaine course à vélo contre Drucker, de la présidentielle de 2007 ou de sa procédure de divorce. Dans le premier cas, il a ses chances.

Dura lex

« Le problème, c'est que je suis condamné à deux ans ferme. Cela me touche profondément. » Didier Schuller, de Clichy.

A tout prendre, si l'on peut dire, l'escroc aurait bien sûr préféré être condamné à 112 ans avec sursis. Mais en France, monsieur, nous avons une justice. Schuller devra donc passer quelques mois derrière les barreaux, avant de s'envoler vers les plages ensoleillées, où le marlou compte prendre une retraite bien méritée. Ah c'est sûr, c'est dur.

Simplement

« Ce que je propose, ce n'est pas simplement d'être de gauche, mais c'est de réussir à gauche. » Hollande.

Puisque c'est si simple d'être de gauche, comment se fait-il alors que les socialistes n'y arrivent pas ? D'ailleurs... « Qu'est-ce que ça veut dire, à gauche ? » Fabius. Franchement, y a du boulot.

Voiture = travail, chômage = tramway

« Je préfère des gens qui iront travailler en voiture plutôt que des gens qui iront à l'ANPE en tramway. » Dutreil, UMP.

Le problème de ce genre de raisonnement, c'est que celui qui l'expose le mène rarement jusqu'à son terme. Par exemple, dans l'hypothèse où le conducteur du tramway se rend au travail à vélo, l'ancien ministre ne nous dit pas s'il préfère que la femme à barbe emprunte le bus ou le métro.

Lampe torche

« Le ministre de l'Économie n'est pas Madame Soleil. Il ne prédit pas l'avenir, mais il doit l'éclairer. »

Thierry Breton.

Si il n'est pas Madame Soleil, en revanche on peut croire, à l'écouter parler de lui à la troisième personne, que Breton commence à se prendre pour le roi du même nom. Qui, de plus, serait à même d'« éclairer l'avenir » !... Le ministre va mal. Le ministre perd ses bouillons. Qu'on le sorte de Bercy, qu'on lui file une lampe torche, et qu'il aille s'éclairer les chevilles.

Frédo Ladrissé

(sources : le Figaro, Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien)

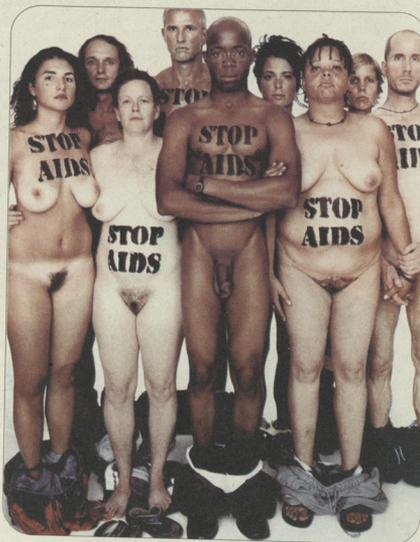
... c'est toute la jungle qui s'enrhume

La moitié des personnes séropositives sont sans emploi

AVEC L'AMÉLIORATION des traitements et l'apparition des trithérapies, il est certain que vivre avec le VIH aujourd'hui en France, ou dans les pays dits du Nord, nous pose moins de problèmes qu'il y a quinze ou vingt ans, lorsqu'on évitait de nous serrer la main et que les Le Pen et autres nazillons voulaient nous tatouer ou nous parquer dans des « sidatoriums ». Les choses ont un temps bien bougé, boostées par le nombre de victimes du virus. Qui ne comptait pas dans son entourage une personne contaminée qui devait affronter la maladie à l'aide des maigres moyens de l'époque (il fallait se réveiller la nuit pour prendre des traitements pénibles et générateurs d'effets indésirables, comme le Videx). On pourrait penser que tout va mieux de nos jours, pourtant, selon la dernière enquête de l'ANRS¹, en 2005, près de la moitié des personnes séropositives sont sans emploi en France.

Le sida, une maladie qui fait encore très peur

Les personnes séropositives sont peu nombreuses à occuper un emploi, et deux sur trois d'entre elles qui en sont privées souhaitent reprendre une activité salariée. En effet, après être longtemps restés sous les projecteurs des médias, les séropositifs ne mobilisent plus les stars, comme les sans-papiers, qui semblent être passés de mode et ne sont plus soutenus que par une poignée d'irréductibles militants. Phénomène d'usure ou simple banalisation d'une maladie qui, pourtant, ne fait que progresser autant chez les LTGB² que dans les autres populations, au même rythme que la prévention et l'information ralentissent. De fait, la séroposivité est de plus en plus vécue dans le silence et pose la question de la discrimination sociale et notamment dans le milieu professionnel. De plus, les séropositifs, comme les autres personnes victimes de maladie de longue durée et handicapante, font peur aux employeurs potentiels lorsqu'ils en sont informés. Ils redoutent des absences pour traitements, une plus grande fragilité ou, encore, la réaction des autres salariés. En effet, dans l'inconscient collectif, il s'agit d'une maladie



qu'on a en général « bien cherchée », contrairement au cancer ou au diabète.

Perte d'emploi, etc.

Selon l'étude, au moment du diagnostic de séroposivité, près de 70 % des personnes sondées occupaient un emploi. Quelques années plus tard, elles ne sont plus que 56,5 % en poste, 6 % ont perdu leur travail au moment de la découverte de leur maladie et 20 % peu après. Parmi les sondés, 44 % sont employés, contre 26 % d'ouvriers et 7 % de cadres. Néanmoins, le sida isole : 51 % vivent seuls, et 28 % des femmes séropositives sans emploi survivent avec des enfants à charge. Près de la moitié des séropositifs sans emploi se débrouillent avec moins de 680 euros par mois. La plupart des personnes interrogées estiment que la maladie a eu un rôle important dans la perte de leur emploi, du fait des traitements, de la fatigue mais aussi en raison du regard des autres et de la méconnaissance de la maladie. L'association Sidaction constate, pour sa part, que « la plupart des gens ne connaissent toujours pas les modes de transmission du VIH et pensent qu'un simple contact peut suffire ». Parallèlement, 90 % des personnes salariées ne bénéficient pas d'adaptation de leur poste aux contraintes de la maladie. Par peur « des représailles et autres dérapages », 65 % des personnes interviewées n'osent pas parler de leur séroposivité au travail.

Discrimination directe ou plus hypocrite

Le baromètre 2005 Sida Info Service montre une absence d'évolution dans le domaine des discriminations envers les personnes atteintes par le VIH, puisque, aujourd'hui encore, près de 6 personnes sur 10 déclarent spontanément avoir déjà été discriminées du fait de leur séroposivité, et plus de 8 avoir subi au moins une forme de discrimination ou d'exclusion. Cette situation est d'autant plus préoccupante que, parmi ces personnes, seules 21 % d'entre elles n'ont cité qu'un seul domaine de discrimination et 61 % trois domaines ou plus : la vie quotidienne reste pour le plus grand nombre un parcours de rejets successifs dans la vie sociale, professionnelle et privée. Dans la vie sociale et professionnelle, le milieu médical hors sida, le monde du travail, les banques et les assurances restent les principaux espaces d'exclusion des personnes atteintes et, dans la sphère privée, 63,3 % des personnes ont été victimes de discrimination et de rejet de la part d'un partenaire sexuel, d'un conjoint ou ex-conjoint, d'un ami ou d'un membre de leur famille.

Une situation encore pire pour les personnes séropositives étrangères

En effet, les étrangers sont parmi les plus touchés par le VIH, avec la difficulté de l'accès aux soins, auxquelles se joignent des conditions de vie particulièrement précaires : discrimination dans l'accès au logement ou à l'emploi et généralisation des statuts administratifs précaires interdisant toutes ressources. Sur ce point, Act-Up rappelle la réalité des 7 millions d'emplois interdits, de fait, aux étrangers, et l'inégalité des droits sociaux entre Français et étrangers qui vivent pour la plupart la clandestinité de logements insalubres, squats et autres hôtels pourris. Les incendies qui ont dernièrement frappé à répétition la communauté africaine sont le témoignage et la conséquence de ces politiques de rejet et d'exclusion.

Patrick Schindler

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Agence nationale de recherche sur le sida.
2. Lesbiennes, trans, gays et bisexuels

Nouvelles des fronts

LE COUTEAU SOUS LA GORGE, c'est comme ça que la reprise a été votée à la SNCM à Marseille. Pouvait-il en être autrement face à l'odieuse chantage du gouvernement et du capital? Pouvait-on voter pour un suicide collectif, un licenciement de masse, sans doute non. Reste que la lutte fut belle et déterminée et que, comme le Phénix, elle renaîtra tôt ou tard de ses cendres dans le cadre de la restructuration annoncée de la défunte compagnie nationale. Belle illustration de la gymnastique révolutionnaire chère au cœur des anarcho-syndicalistes, belle démonstration que toute lutte est un instant de dignité ouvrière, de solidarité, d'apprentissage de la gestion, de ré-appropriation de soi. Belle lutte que celle des traminots de Nancy, 17 jours de conflit qui ont paralysé la ville, mais défaite relative avec seulement 1,7 % d'augmentation des salaires arrachée après négociation. Belle lutte encore des agents de la Régie des transports marseillais (RTM) toujours en bagarre à ce jour contre la privatisation larvée de la Régie. Idem à la raffinerie Total de Normandie - 31 jours de grève - pour 70 ouvriers soutenus par les salariés des cinq autres raffineries du groupe, avec à la clé une réelle menace des approvisionnements de la clientèle du pollueur. Unilever, débrayage contre les risques d'externalisation de plusieurs services qui menace 350 emplois en France et 2 500 en Europe. Appel à la grève le 12 novembre dans l'Éducation nationale contre les réductions de poste et la pénurie. Petite victoire juridique, Michelin condamné à verser 40 000 euros à un ancien ouvrier syndicaliste de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire) pour discrimination syndicale.

Rentrée chaude pas encore, trop de journées d'action nationale comme celle du 4 octobre ou comme celle des hôpitaux qui, d'expérience, ne sont qu'une mobilisation usante et inefficace et un peu traîne-savates. Néanmoins, ces grèves dures, ou sectorielles et solidaires, ces petites victoires d'un jour, bref, ces frémissements sont peut-être avant-coureurs d'un réel vent de contestation très attendu.

Pendant les grèves, la guerre de classes continue. Euro-Tunnel, ce coup-ci, c'est parti, 900 « départ volontaires » programmés. Volontaires probablement désignés d'ailleurs, comme d'habitude. Lannemezan (Hautes-Pyrénées), fermeture de l'usine Alcan, Ford-Aquitaine réduit de 400 personnes son effectif. Le laboratoire Serono (Évry) délocalise ses activités de recherche en Suisse (et oui, ça arrive aussi), bingo à moyen terme pour 134 salariés. Et ce n'est qu'un début puisque, selon une étude britannique, 17 % des entreprises en Europe envisagent de délocaliser d'ici à deux ans soit à l'est de l'Union européenne, soit en Asie ou dans une moindre mesure en

Amérique latine ou en Afrique du Sud. En bref, vers des paradis de la surexploitation. Au demeurant, les plus forts restent les plus forts : pendant que Hewlett-Packard (HP) d'une main vire plusieurs milliers de salariés dans le monde dont un bon millier dans l'Hexagone, la multinationale, de l'autre, rapatrie 14,5 milliards de dollars de profit aux États-Unis où les fraudeurs fiscaux se voient en partie amnistiés. General Motors, qui n'aime pas les petits joueurs, va supprimer 25 000 emplois et réduire ses cotisations aux assurances sociales et à la santé pour les heureux restants. Pour les premiers, ils pourront toujours rejoindre les 45 millions d'Étatsuniens sans sécurité sociale, pour les autres se faire soigner vite fait avant le prochain plan social.

En effet, quand t'es pas viré, ce sont tes conditions d'exploitation qui s'aggravent. Une étude de la Dares montre que le travail de nuit est en augmentation (y compris pour les apprentis) depuis 10 ans. En France, ce sont 2,3 millions d'hommes et 730 000 femmes, soit 3 salariés sur 10, qui s'esquintent la santé entre minuit et cinq heures du matin. Quant à l'utilité sociale de la plupart de ces travaux de nuit, elle est encore à démontrer. Et quand t'es malade, t'as plus le droit de bosser, surtout si t'es atteint du VIH. 43,5 % des séropositifs sont sans travail, 27,5 % ont perdu leur boulot. Résultat : près de 50 % des séropositifs « vivent » avec moins de 800 euros par mois. Solidarité, j'écris ton nom...

Ici comme là-bas, les conditions de travail se dégradent, les salaires directs et les salaires différés (sécu, retraite) sont menacés et amputés afin de réduire le coût du travail. Tout cela concourt au même but : nous faire accepter les délocalisations sans rechigner, mais aussi (et surtout) nous humilier et nous rappeler qui sont les maîtres qui économiquement gouvernent nos vies.

Le pire est encore à venir : être pris pour des abruti.e.s. Nestlé Waters à Contrex-ville a offert des places pour des matchs de foot ou de basket aux salariés qui acceptent la polyvalence et le travail sur d'autres postes. Les salaires stagnent et les primes en nature à la connerie apparaissent. Décidément, aliénéation et soumission sont les deux mamelles du salariat. Mais tout ça ne va pas durer, grâce à Arlette Laguiller, la « Sauveur suprême » porte-parole de LO qui a déclaré être prête (comme toujours) pour représenter son parti à la présidentielle de 2007. Alors, si y'a Arlette, l'avenir radieux est pour demain, et dans les arrêts de jeux Fabius n'a qu'à bien se tenir. Illusion quand tu nous tiens...

Hugues

Groupe Pierre Besnard



Accor, Arcade, etc.

Activités négrières de fin septembre à début octobre

LE VENDREDI 30 SEPTEMBRE, au rendez-vous devant le siège d'Arcade, nous n'étions pas très nombreux : quelques-uns d'entre nous étaient malades au fond de leur lit, des sympathisants venus d'Evreux souhaitaient rentrer chez eux par le dernier train, d'autres initiatives avaient lieu sur Paris et sa banlieue (comme le rassemblement pour protester contre l'expulsion du 117, avenue Jean-Jaurès). La pluie s'en mêlait. Nous avons donc choisi un petit hôtel, pas très loin d'Arcade, nous disant que ce serait une soirée tranquille et que nous n'avions qu'à faire « le minimum syndical »...

Le Mercure de la rue de Trévise semble aux trois quarts vide, avec son salon désert et pas même éclairé, et un réceptionniste perdu devant son grand comptoir. Pourtant, l'accueil est assez surprenant : après nous avoir fourni un seau à glace, ledit réceptionniste, nous voyant déballer nos victuailles, veut lui-même débarrasser la nappe et nous virer manu militari. Nous l'invitons à se calmer et à appeler un responsable. L'arrivée de la directrice calme le jeu. On ouvre la blanquette et on tente une négociation, à laquelle elle fait mine de se prêter. Puis elle appelle les flics en douce. Nous nous lançons dans une lecture de « l'esprit Accor » pour lui rappeler les lois de l'hospitalité. L'escalade semble stoppée, place à présent aux discours autojustificateurs : l'appel des flics est dû aux « procédures » qu'elle est censée respecter, l'agressivité de son personnel est due au fait qu'ils sont jeunes et qu'ils ont pris peur. Bref, tout le monde est responsable de quelque chose, sauf elle-même.

Nous lui rappelons quand même que, parmi les différents groupes qui en veulent à Accor, nous sommes les gentils... Alors elle passe au registre : « Je vous comprends et je vous conseille ». « Vous perdez votre temps ici vous devriez voir la direction d'Accor », et quand nous lui rappelons que c'est dans les hôtels qu'Accor fait son beurre et vend son image : « Vous devriez aller dans les hôtels de luxe, pas dans mon petit deux étoiles. » Nous l'informons que nous avons déjà rendu visite au Scribe et à plusieurs Sofitel : « Vous devriez y retourner. » Constatant sa faible force de conviction, elle nous sort un couplet que nous ne connaissons que trop bien : le propriétaire de l'hôtel n'est qu'un franchisé, il n'a rien à voir avec Accor, d'ailleurs il possède aussi un Ibis... Ses femmes de chambre sont très bien traitées, au point qu'être sous-traitées ne fait pour elles aucune différence (eh ben voyons!). Mais pourquoi alors ne les embauche-t-elle pas directement, ce qui

résoudrait par la même occasion le problème d'image d'Accor. Un remarquable concentré de mauvaise foi. Qui va s'imbiber de rage montante au fil de la soirée. Cette dame a sans doute l'habitude d'être obéie au doigt et à l'œil, pardon, au sourire...

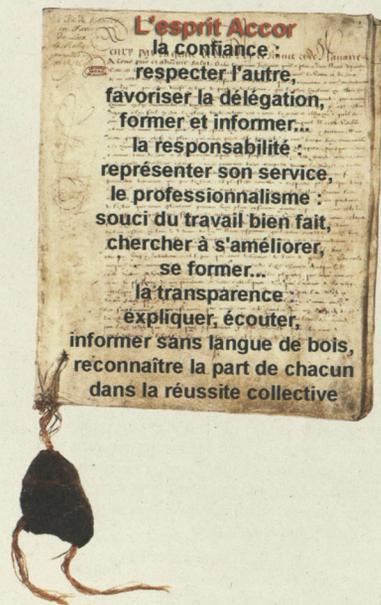
Mais voilà les flics qui déboulent... massivement. Allons-nous avoir droit aussi à une intervention du GIGN ? Pourtant nous n'avons pas encore détourné d'hôtel... Ils hésitent. Entre-temps, la directrice a renoncé à nous faire virer : elle a eu le temps de comprendre que ce n'est pas forcément bon pour sa carrière. Les flics se concertent, réclament une identité, pour le rapport. Puis se ravisent et vérifient l'identité de tous les présents. Après de longs palabres avec un supérieur, ils finissent par s'éloigner. Et voilà notre ingrate de directrice qui se met à médire de la police...

De notre côté, nous continuons paisiblement notre pique-nique, en invitant clients, personnel et directrice à boire un coup. Mais, ce soir, ils sont tous butés – nous, en revanche, on commence à s'amuser. Les passants s'informent de ce qui se passe et lisent les tracts. Une cliente russe, qui avait pris au passage notre tract en russe (mais si!), revient et s'emporte dans sa langue ; la discussion s'avère difficile, mais le sens y est : elle est de ceux qui aiment l'ordre. Des Italiens et des Espagnols nous souhaitent bon courage. Bientôt des copains retardataires nous rejoignent. Affolement de la directrice, qui rappelle les flics. Les voilà qui reviennent, censurent au passage les quelques images prises par une caméra : « Vous avez dit que vous partiriez à 22 heures... » « Vous aviez dit que vous ne vouliez qu'une identité et vous avez contrôlé tout le monde. » Nous résistons encore un peu, observons la progression de la rage et le recul du sourire chez notre hôtesse, mais nous partons une fois le dessert consommé, en accordant à cet hôtel une note des plus mauvaises pour son accueil.

Lundi 3 octobre, les prud'hommes de Paris ont rendu leur arrêté portant sur un rappel de salaires et indemnités lié au licenciement abusif de Faty. Les prud'hommes renvoient la décision à celle qui sera prise par le tribunal administratif, qui doit se prononcer sur le fond de la question, à savoir la légalité du licenciement. Évidemment, nous ne resterons pas sans rien faire d'ici là et continuerons à intervenir...

Comité de soutien aux salariés

Contact: fatysolidarite@hotmail.com
http://www.ac.eu.org



L'esprit Accor
la confiance
respecter l'autre,
favoriser la délégation,
former et informer...
la responsabilité
représenter son service,
le professionnalisme :
souci du travail bien fait,
chercher à s'améliorer,
se former...
la transparence
expliquer, écouter,
informer sans langue de bois,
reconnaître la part de chacun
dans la réussite collective

Socialisme libertaire

Décroissance ou autre développement?



« C'est à nous-mêmes qu'il incombe de nous libérer. »

Élisée Reclus

Jean Monjot

« L'étude des besoins de l'humanité et des moyens de les satisfaire. » Kropotkine

Le vrai socialisme n'est pas seulement l'égalité sociale, mais aussi une autre conception de l'économie pour répondre aux besoins, qui varient avec les individus, et non pour le profit, dans une rupture avec le capitalisme, libéral ou social-démocrate, privé ou étatique. Les activités ne se réduisent pas à l'utilité matérielle. L'être humain a aussi des désirs : sciences, cultures, fêtes.

L'outil et la technologie ont été inventés par l'Homo habilis il y a deux millions d'années et améliorés par l'Homo erectus et le Neandertal. L'Homo sapiens les a perfectionnés, mais ce n'est pas sa spécificité. Il a inventé le langage, le symbolique, la recherche et la science fondamentale (et pas seulement technologique), la culture, la création artistique et l'humour, mais aussi des méfaits comme la guerre, le mythe et la religion, l'État et le capitalisme, et bien d'autres. Un autre développement, selon les capacités psychiques et intellectuelles spécifiques à l'être humain, est nécessaire pour retrouver la qualité et renoncer aux défauts.

« Le développement de la technique donne à l'homme la liberté de se libérer du travail d'esclave. » Kropotkine

La machine doit libérer l'être humain et non l'asservir, et peut souvent être mise en commun. Produire moins, mieux et autrement. Le plus n'est pas le mieux.

Le progrès doit signifier amélioration. La production doit être utile, solide, de qualité, non nuisible et accessible à tous. Il faut suppri-

mer ce qui est inutile et nuisible: appareil d'État et du capital gérant l'argent, objets inutiles, produits toxiques, pollution de l'eau, des sols, de l'air, de la chaîne alimentaire, les déchets nucléaires, l'effet de serre, fragilisation volontaire des produits pour vendre plus souvent, obligation de changer l'ensemble à défaut de pièces détachées ou de par la conception initiale de la machine, etc. Les exemples sont nombreux.

Le profit entraîne que le prix de vente du produit est supérieur aux salaires versés qui ne peuvent tout acheter. Toute la production ne peut donc plus être distribuée, d'où surproduction par rapport au marché et chômage. C'est la crise. Paradoxe pervers du profit, la pénurie s'instaure en phase de surproduction. Des millions de gens meurent de faim alors qu'on produit assez pour nourrir toute la planète. Et on vote pour ça.

Pour en sortir, le capital doit investir dans un nouveau marché pour créer de nouveaux emplois. La plus-value se transforme en valeur ajoutée – salaire qui relance l'économie.

Mais c'est pour encore plus de profit, nouvelle crise, nouveau marché, et ce sans fin. Du fait de la plus-value, le capitalisme ne fonctionne que dans l'expansion à l'infini, créant de faux besoins, pour accroître le capital et non pour l'être humain. Il crée la misère par ses inégalités, détruit la solidarité et entraîne la déculturation. Il faut cesser de produire, consommer toujours plus, y compris l'inutile et le nuisible, avec les dégâts sur la nature au niveau planétaire que cela entraîne. Le productivisme à l'infini ne sert que le pro-

Jean Monjot est militant individuel de la Fédération anarchiste à Paris.

fit. Le quantitatif remplace le qualitatif. Cela dépasse les capacités de la planète. L'emploi et l'aisance pour tous n'ont pas besoin de ça. L'équilibre des milieux naturels est aussi un besoin essentiel. Il faut retrouver le réel du plaisir que n'est pas la surconsommation, imaginaire insatiable coupé du réel. Cependant, le développement aberrant existait avant le capitalisme. Les États cherchaient à s'étendre et à accroître leurs richesses, notamment par l'esclavage ou le servage. De même la religion veut s'imposer à tous les peuples. Il faut penser autrement les activités, la répartition, la technologie, le savoir, le mode de vie et la société, en rupture avec le système et l'idéologie de l'économisme comme seul aspect de l'existence.

Au fil du temps, la société s'est complexifiée inutilement et irrationnellement en rouages multiples laissant une impression d'impuissance à la changer. Elle est devenue autonome et personne ne la maîtrise. Il s'agit de la simplifier sur un mode réaliste, ce qui n'empêche pas la diversité naturelle de la vie, où chacun, et tous, s'y retrouvera.

Dans les pays pauvres, manque l'essentiel. L'économie a été tournée par le capitalisme vers l'exportation avec de faibles salaires dans une guerre de concurrence ne servant que le profit et dans une dépendance au marché mondial dominé par les multinationales, aux dépens du local et des cultures vivrières qui assuraient l'autosuffisance. C'est l'épuisement des richesses et des sols, la misère et le surpeuplement dans les mégapoles par l'exode rural, avec une perte du socioculturel.

Un autre développement est possible pour répondre aux besoins de la population dans l'autosuffisance.

Ce n'est pas le paupérisme ni l'ascétisme, mais l'aisance universelle des Enragés de la Révolution française qui peut être la simplicité et l'authenticité. Le confort n'est pas le luxe qui, lui, est inutile. Il ne s'agit pas de régresser ni de renoncer au progrès et à la recherche pour enrichir nos connaissances et nos pratiques, quand c'est utile et non nuisible. (Dans des millions d'années, le soleil s'éteindra. Il faudra avoir trouvé une solution.)

Le passage du paléolithique des chasseurs-cueilleurs nomades, au néolithique de l'agriculture et de l'élevage, avec l'accroissement de l'artisanat et la sédentarisation, est l'exemple d'un développement prenant en compte la nature et le bien-être de tous.

Cela suppose une limitation de la démographie. Les ressources ne sont pas inépuisables. Mais il n'est pas question d'eugénisme. Cette limitation doit être librement consentie par les individus et sans critère de sélection. Avec le progrès, la baisse de natalité et le vieillissement de la population ne sont pas un problème. En économie réelle, moins d'actifs produisent assez pour plus d'inactifs. Supprimer l'inutile et le nuisible, partager les activités et les richesses, moins de travail sera nécessaire pour le bien-être de tous.

« L'homme est la nature prenant conscience d'elle-même. » Élisée Reclus

L'être humain est fait de nature et de culture. Il n'est pas que le produit des conditions matérielles où il vit ni de schémas biologiques. Il a une conscience et une évolution. Il ne subit pas l'environnement mais s'y adapte et le modifie. Cette conscience donne une responsabilité sur la planète, le respect des lois de la nature et des autres formes de vie, et sur l'histoire.

La mésologie, référence d'Élisée Reclus, est l'étude de l'interaction entre la nature et l'être humain, pas seulement sur le plan physique comme l'écologie, mais aussi de la culture, du social, de l'éducation, des mœurs, etc.

Le milieu naturel influence les activités et les rythmes de vie, mais l'être humain apporte des adaptations. À ce titre, le fleuve n'est pas une frontière naturelle. La vie est la même sur chaque berge. L'être humain a inventé le bateau pour y naviguer. C'est un lieu d'échange. Le fleuve est le lien d'une vallée qui est une unité géographique. De même une montagne où la vie est la même sur chaque versant. La notion de frontière doit être abolie.

L'économie locale doit combiner l'agriculture et l'élevage naturels avec l'industrie pour tendre à l'autosuffisance, en tenant compte de l'écosystème. Polyculture, assolement, aménagement des sols notamment pour l'eau, élevage à l'air libre sans alimentation toxique, méthodes naturelles, les subsistances peuvent être assurées et saines. La petite industrie de transformation locale, quand c'est possible, permet de fonctionner avec des énergies renouvelables. Il faut concevoir autrement l'éducation, la santé, l'urbanisme, etc. et développer les transports en commun. Cette autosuffisance limite les échanges et les transports au nécessaire et donne un contrôle local de l'économie par la population.

« La propriété, c'est le vol. » Proudhon

Cela passe par la réappropriation des moyens de production et de distribution, sans indemnisation, et par l'autogestion par les travailleurs et les usagers, pour répondre aux besoins de tous et de chacun. Travail libre, seul ou associé à d'autres, la commune met à disposition outillage et local. Chacun peut diversifier ses activités pour éviter les tâches répétitives et la division du travail. Il n'y a plus exploitation de l'autre. C'est le travail qui donne de la valeur à la propriété. Nul besoin d'être propriétaire. (Ce qui est à différencier de la possession d'usage des objets de la vie quotidienne nécessaires à l'individu). De même pour la santé, l'éducation, le logement, les services, etc.

« De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins. » Slogan anarchiste

Cela implique l'abolition de toute valeur d'échange, financière, religieuse, idéologique, qui décide de l'échange et de l'usage réels en





attribuant une valeur artificielle en place des personnes. Chacun exprime librement ses capacités, ses besoins et ses désirs, qui ne sont pas liés (le malade ne peut pas travailler mais a des besoins). Il n'y a pas à comparer les individus. Libre accès à ce qui est en abondance, partage équitable de ce qui est en quantité limitée.

« Égalité n'est pas uniformité. » Bakounine

L'égalité n'est pas le nivellement ni ne s'oppose à la liberté comme le prétend le capitalisme, ou les systèmes autoritaires et hiérarchiques. Tout le monde n'a pas les mêmes capacités ni les mêmes besoins. Il n'y a pas à hiérarchiser. L'égalité, c'est l'égalité de droit qui passe dans les faits, avoir les moyens pour subvenir à ses besoins, avec ses différences. L'égalité, c'est le droit et la liberté d'être ce qu'on est. « Les inégalités doivent devenir diversité des facultés. » (Proudhon). Chacun a sa place avec sa spécificité.

« La loi de l'entraide considérée comme l'un des principaux facteurs de l'évolution. » Kropotkine

L'être humain est un individu doué de sociabilité. La société oppose à tort social et individu, qui sont complémentaires. L'être humain a besoin de l'autre en même temps que d'une existence personnelle. Dans des relations libres et égalitaires, la solidarité ne s'oppose pas à l'individualité et apporte les moyens de la liberté. Il n'y a pas de socialisme sans liberté.

« Nous ne voulons pas plus du gouvernement de l'homme par l'homme que de l'exploitation de l'homme par l'homme. » Proudhon

C'est l'abolition de tout État et de gouvernement qui complète l'abolition du capital et de l'argent. L'autonomie socio-économique locale se double, au plan politique, de la commune libre avec démocratie directe à la base d'assemblée populaire, de quartier ou de commune. Chacun est libre d'y participer et de s'y exprimer. Les décisions sont prises dans un échange direct entre les personnes et à main levée. Être libre, c'est être responsable, et donc sur les conséquences de sa décision sur autrui. Si un mandataire est désigné pour ses compétences, il ne décide pas du projet. C'est le peuple qui détermine directement et lui-même son existence. La révolution ne se fait pas par des lois, mais par des projets concrets. Le service public marchera mieux sans bureaucratie. Chacun reste libre de ne pas y participer si ce projet n'est pas son idée, mais l'intérêt particulier ne remet pas en cause l'intérêt général qui, en réciproque, doit respecter la liberté individuelle. Nulle majorité ne peut soumettre une minorité ni un individu, et réciproquement nulle minorité et nul individu s'imposer à une majorité. Chacun doit garder sa liberté de conscience et d'action sans nuire à autrui. La justesse d'une idée n'est pas une

question de nombre (Galilée, seul, avait raison sur l'opinion publique religieuse de l'époque). La liberté a pour limite le respect d'autrui. Chacun a droit à sa vérité. L'anarchie est une éthique.

La commune n'est pas un territoire fermé. Les frontières sont abolies. C'est la libre circulation et installation des individus.

« Le pouvoir est maudit. » Louise Michel

C'est une société sans classe ni hiérarchie, ni pouvoir ni autorité, ni modèle obligé. Le changement de société ne s'en prend pas aux personnes mais aux fonctions, leur retirant les moyens de nuire. Elles restent libres de vivre sans gêner personne. Quant à ceux qui posent des problèmes de vie en société, l'accent est mis sur la prévention psycho-socio-éducative. Le but est une société sans violence, ni individuelle, ni collective, ni instituée, ni physique, ni psychique, ni intellectuelle.

Le fédéralisme des communes n'est pas une structure hiérarchique. La commune reste libre et autonome. Le fédéralisme apporte la conscience d'une globalité, chaque région ayant des répercussions sur d'autres, et permet des projets en commun et des échanges égalitaires quand ils sont nécessaires. Il diffuse le savoir que chacun utilise ensuite à sa manière. Unité dans la diversité, unité de la planète dans la diversité des milieux naturels, unité de l'humanité dans la diversité des peuples, des cultures et des individus.

L'anarchie a sa cohésion économique, sociale et politique qui prend en compte l'être humain, la société et son environnement. C'est en finir avec l'exploitation, la domination et l'aliénation. Un autre développement est possible dont l'être humain est le moyen et le but. Cela ne se réalisera que par la libre volonté et la liberté de conscience, où chacun et tous trouveront en eux la nécessité, l'espoir et les avantages d'une révolution. Les moyens, la liberté et la solidarité, sont à l'image du but. Une vraie culture symbolique doit renaître où s'exprime la créativité. La révolution est une fête. L'anarchie est une culture qui apporte aussi les moyens d'un autre développement de l'individu qui y trouve sa cohérence.

« Au lieu de tuer et mourir pour produire l'être que nous ne sommes pas, nous avons à vivre et à faire vivre pour créer ce que nous sommes » A. Camus.

JM.

Les autocollants « Justice sociale » et « Décroissance » sont disponibles à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Les petits frères de



Big Brother

NOTRE GRANDE SŒUR la technologie, qui nous aime, veille sur nous. Elle veille un peu trop: il faut souhaiter qu'elle ferme plus souvent les yeux. D'autant que ses yeux se multiplient. Certes, les autorités sèment des caméras partout, et la récente manifestation à Levallois, la ville la plus camérale de France, fut une heureuse initiative. Mais les yeux publics ne sont plus les seuls; à présent, presque chaque consommateur des pays riches peut s'offrir un téléphone portable à caméra intégrée, et un appareil photo électronique qui, branché sur Internet, transmettra ses images dans le monde entier. Sans parler de la multiplication insensée des caméras de surveillance.

Parisiens, comptez, en une journée de déplacements, celles que vous verrez dans le métro, sur les boulevards, dans les magasins, les postes, les banques, les musées et de plus en plus de lieux de travail.

On a espéré qu'à la multiplication des caméras ne pourrait correspondre la multiplication des surveillants des écrans où aboutissaient ces caméras. Mais déjà, aux États-Bénis en particulier, on délocalise la fonction surveillance: en clair, au lieu de mal payer un quelconque demi-chômeur américain qui n'aura aucune envie de surveiller un écran en général vide pour un salaire de misère, on paie encore plus mal un Indien qui sera, lui, ravi de surveiller attentivement un écran vide pour un salaire qui lui paraîtra royal parce qu'il vit en Inde, où Internet envoie les images. Et on a inventé d'ingénieux systèmes qui forcent les surveillants à cliquer sur les écrans, à l'instar d'un conducteur de TGV qui doit appuyer toutes les minutes sur un levier.

Grande sœur technologie fait encore mieux; les logiciels de reconnaissance faciale ou de reconnaissance de mouvement. Par

exemple, les gens immobiles, là où tout le monde se déplace, sont suspects: le logiciel peut attirer l'attention du surveillant mort d'ennui sur l'immobile dangereux. Mais, copines et copains de la CNT, le logiciel qui détecte l'immobilité est aussi utile pour le patron qui veut que ses serfs, pardon, ses employés, bossent même quand il n'est pas là, ou même là où il ne peut pas les voir. Et le patron qui téléphone aux serfs en voyage commercial peut maintenant exiger de voir où l'employé se trouve, ou avec qui il se trouve au moment de l'appel. La masturbation adolescente risque de souffrir du nombre de parents américains qui installent des caméras chez eux pour surveiller la baby-sitter. De même, ParentWatch.com installe des caméras dans les jardins d'enfants et les garderies pour que les parents s'assurent que tout se passe bien: certes une mauvaise nouvelle pour les pédophiles, mais il n'est pas sûr qu'à long terme ce soit si bon pour les enfants qui, de toute façon, seront surveillés chaque minute de leur scolarité puisqu'un grand nombre d'écoles primaires, secondaires, et autres, américaines installent des caméras dans les classes: « Les enfants n'osent plus mentir si on les menace de rejouer la vidéo! » et « Maintenant, on sait qui a commencé! » Les logiciels de reconnaissance faciale sont encore calamiteux, mais on ne voit pas pourquoi ils ne pourraient pas s'améliorer.

Il y a pire: la démocratisation de la surveillance due à la démentielle augmentation des instruments de visualisation électroniques, téléphones ou appareils photos, possédés par des individus; 186 millions de portables équipés d'une caméra auraient été vendus en 2004. L'éclairage du monde entier, la transparence généralisée dont Paul Virilio prédit les dangers, le monde sans centre où chacun est partout et où donc tout le monde est nulle part, devient rapidement une réalité. D'accord, de temps en temps un violeur est mis hors d'état de nuire parce que sa victime a utilisé son portable, et les images d'Abu Ghraib ont pu être montrées au monde grâce à ce phénomène. Mais imaginez les réseaux de Résistance de 1943 dans une société où existent des millions de portables à caméra. Et j'ai constaté qu'à présent les policiers dans le métro brandissent des portables à caméra devant chaque personne soumise à contrôle d'identité. Ironiquement, les capitalistes, comme il arrive si souvent, commencent à craindre les jouets inventés par d'autres capitalistes; en effet, l'espionnage industriel apprécie beaucoup les portables à caméra.

Et les banques n'apprécient guère les vendeurs malins qui posent, l'air de rien, leur portable à caméra là où il peut filmer les clients en train de taper le code confidentiel de leur carte de crédit! *The Economist* affirme qu'une société polysurveillée pourrait bien devenir une société plus polie, et cite à l'appui le proverbe américain: « An armed society is a polite society » « Une société armée est une société polie. » Entre nous, à voir ce qui se passe dans la société américaine armée, vive l'impolitesse!

Nestor Potkine

Argentine

L'entreprise sans patron y fleurit

Depuis cinq ans, quinze mille travailleurs argentins ont sauvé leur emploi en « récupérant » leur entreprise. Autogérées, sans actionnaires, elles prouvent que l'on peut créer et répartir les richesses autrement.



Benito Pérez

SUR LE PARVIS, un ouvrier soude une longue barre en métal. Dans son dos, le hangar fraîchement repeint est manifestement en travaux. Sur cette large avenue passante de Rosario, rien ne permet de soupçonner l'existence d'une bruyante fabrique. Une petite porte s'ouvre, nous nous engouffrons. À l'intérieur, une quinzaine d'ouvriers s'affairent à la tâche: ils façonnent des pâtes alimentaires. D'autres emballent ou nettoient l'atelier. Bienvenue dans le monde des « entreprises récupérées »!

Depuis deux ans, Pastas Merlat fait partie de ces 200 sociétés argentines, environ, passées aux mains de leurs travailleurs. En faillite ou abandonnées par leurs propriétaires, elles ne doivent leur survie qu'à la mobilisation du personnel, le plus souvent dans des conditions précaires, d'illégalité et de rapport de force avec les autorités. Mais dans une Argentine appauvrie, la réussite des pionniers Bruckman ou Zanón a suscité des vocations: plus de 15 000 travailleurs organisés en coopératives démontrent que l'on peut créer, produire et commercialiser « sans patron ».

Ouvriers bernés

À sa petite échelle, la trajectoire de Pastas Merlat est emblématique. Comme pour toutes ses sœurs récupérées, son aventure n'aurait paradoxalement pas été possible sans la fièvre néolibérale qui s'était emparée de l'Argentine il y a une quinzaine d'années. Élève modèle du FMI, le président d'alors, Carlos Menem¹, décrète la parité peso/dollar et ouvre grand les frontières. Incapable de résister, la petite industrie commence à périr.

En 2001, lorsqu'il demande – et obtient – un sursis concordataire, le patron de Pastas Merlat fait figure de survivant. Pour sauver la barque, il compresse salaires et personnel. « Nous lui faisons confiance, nous pensions qu'il cherchait des solutions », se souvient Walter, un des ouvriers.

Rien n'y fait, le 5 décembre 2003, le propriétaire déclare la faillite et abandonne la fabrique. C'est alors que les ouvriers découvrent le pot aux roses: plusieurs centaines de milliers de pesos se sont évaporés... Entre cotisations sociales et salaires impayés, chaque

Avec la collaboration de Sarah Scholl, publié par le Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine.



travailleur a perdu plus de 10 000 pesos² en deux ans! « Pendant qu'on se serrait la ceinture, il a vidé la caisse! » accuse Walter. Jusqu'à présent, aucun tribunal ne s'est penché sur cette singulière gestion.

« On n'avait pas le choix! »

Floués, les quinze salariés refusent de quitter l'usine. Dans un pays débordant de chômeurs, l'idée de poursuivre la production s'impose d'elle-même. Les ouvriers se barricadent aussitôt, par crainte d'une expulsion. Familles et voisins solidaires assurent le ravitaillement, un syndicat offre même la couverture maladie et avance les salaires.

Raúl nous déclare: « À 54 ans, j'étais prêt à tout – absolument tout! – pour ne pas me retrouver au chômage! » Entré comme vendeur à Pastas Merlat en 1983, il est le mieux placé pour démarcher, entre deux nuits de garde, fournisseurs et clients. À force d'obstination, il parvient à les convaincre de faire confiance aux ouvriers. « Eux aussi s'étaient fait bernier, ils étaient un peu échaudés. Mais, sans nous, ils n'avaient aucune chance d'éponger leurs pertes... » souligne t-il.

Autogestion ouvrière

La deuxième victoire tombe un mois plus tard. Le juge chargé de la faillite autorise provisoirement la poursuite des activités. Un administrateur judiciaire est nommé: l'aventure peut continuer, pour autant que les travailleurs prouvent la viabilité de l'entreprise.

Ce sera chose faite seize mois plus tard. En mai 2005, la justice autorise la constitution d'une coopérative ouvrière et concède formellement l'usufruit des machines et le contrôle de l'entreprise.

L'étape est cruciale... d'un point de vue juridique. Dans les faits, « nous avons toujours géré nous-mêmes l'entreprise », assure Raúl. À l'instar des autres usines récupérées, l'expérience de Pastas Merlat est intrinsèquement liée à l'autogestion ouvrière directe. Même l'organigramme de la coopérative adopté en mai reste largement fictif. « Nous nous réunissons tous les quinze jours pour discuter des problèmes de l'entreprise. C'est là que se prennent toutes les grandes décisions », résume Walter. Entre deux assemblées, si un doute apparaît, « on arrête le

travail et on discute ». « Mais ça n'arrive jamais, précise-t-il, car maintenant chacun sait très bien ce qu'il a à faire. »

Réorganisée en secteurs autonomes, la production engage la responsabilité de chaque ouvrier. « C'est dur, admet Walter, le soir, on ramène tous les soucis à la maison, mais je ne regrette rien, j'apprécie ces responsabilités. » Le sourire en coin, Rubén acquiesce: « Maintenant, on sait pour-
quoï on bosse! » dit-il, radieux. Pour lier le tout, Raúl s'est formé au travail de bureau et à la comptabilité.

Pour l'heure, la formule est gagnante. L'ex-Pastas Merlat, devenue Coopérative Resurgir, flirte avec le chiffre d'affaires de 2001. Trente tonnes de pâtes sont fabriquées et vendues chaque mois par le biais de restaurateurs, desupermarchés et la boutique de produits fins de la maison. Bien qu'égalitaires, les salaires sont encore modestes (600 pesos), une part importante des recettes étant affectée aux investissements des coopérateurs. Mais, pour les ouvriers, le principal est ailleurs: « On a prouvé que l'on peut très bien se passer des patrons », dit Raúl en souriant.

Exproprier les machines

La course d'obstacles n'est pourtant pas terminée. Expulsée de son ancien local en début d'année, la coopérative a dû investir un entrepôt peu adapté à la production alimentaire. Des travaux coûteux sont nécessaires. « Au lieu de nous aider, la bureaucratie nous harcèle. Ils ont toujours de nouvelles exigences », accuse Walter. Pour franchir le cap, l'entreprise s'est adressée au gouvernement. Mais le prêt espéré se fait attendre. Seule la municipalité de Rosario, tenue par les socialistes, a consenti deux crédits sans intérêt. À l'initiative du Mouvement national des entreprises récupérées (MNER), la région de Santa Fe a, elle, été saisie d'une demande d'expropriation des machines, pour lesquelles la coopérative doit verser une location mensuelle aux autres débiteurs. « Nous avons été grugés de 150 000 pesos, nous avons sauvé quinze emplois... et nous devons continuer à payer les dettes de l'ancien patron. C'est absurde! » s'insurge Raúl. Le sourire aux lèvres, Rubén console ses camarades: « On peut déjà être contents qu'ils ne nous aient jamais envoyés les flics! »

Squat quatre étoiles à Buenos Aires

Il en est de même pour le fameux hôtel Bauén, de Buenos Aires. Depuis deux ans, il héberge l'une des expériences sociales les plus surprenantes d'un pays qui n'en manque pas: l'hôtel de luxe « récupéré » et autogestionnaire.

L'affaire débute en 1997, lorsque le propriétaire du Bauén vend le prestigieux édifice

situé à l'angle des avenues Callao et Corrientes, la Broadway de Buenos Aires. La nouvelle gestion, opérée par une SA chilienne, s'avère calamiteuse: l'hôtel sombre rapidement. Peu après la révolte populaire des 19 et 20 décembre 2001, les soixante derniers employés sont licenciés, le bâtiment fermé. En mars 2003, toujours privés d'emploi, une trentaine d'anciens du Bauén rompent les scellés et occupent le bâtiment. « Un juge a accepté que nous restions, mais il ne nous a pas autorisés à travailler », raconte Marcelo Ruarte, ancien réceptionniste devenu président de la coopérative Bauén.

Les travailleurs n'en ont cure. Ils commencent par réaménager les salles de conférence au sous-sol, puis décident d'ouvrir un premier lot de chambres. « À trente, se souvient Maria, on était obligés de tout faire. Le matin, on préparait le petit déjeuner. Puis on se changeait pour faire les chambres, puis à nouveau pour servir les clients... les journées étaient terriblement éprouvantes. »

L'ancienne femme de chambre peut témoigner des changements intervenus depuis. Désormais responsable des ventes, elle gère 160 chambres affichant pratiquement toujours complet. Actuellement, le Bauén emploie 125 travailleurs, dont 95 % de coopérateurs, touchant mensuellement quelque 900 pesos. Un succès économique qui s'explique, en partie, par des prix plus bas, 120 pesos la nuit. Mais aussi par l'arrivée d'une nouvelle clientèle composée de représentants de mouvements sociaux ou syndicaux de passage dans la capitale, logés sur la base de conventions.

Certains moments sont encore chauds, bien sûr, comme en juillet dernier lorsque sympathisants et travailleurs ont dû barricader l'hôtel pour empêcher une « inspection » policière. « Les clients sont restés bloqués à l'intérieur, on a été obligés de leur expliquer pourquoi... »

Une pression policière qui pourrait s'accroître tant que l'avenir juridique du bâtiment restera dans l'impasse. La vente de 1997 n'ayant été que partiellement honorée, les travailleurs du Bauén ne peuvent s'appuyer sur la faillite de 2001 pour obtenir l'expropriation de l'hôtel. Du coup, l'ancien propriétaire réclame sa restitution.

Quoi qu'il en soit, les travailleurs n'entendent pas faire les frais de l'imbrroglio juridique. « Nous avons prouvé que la gestion ouvrière fonctionnait et permettait de sauver des emplois, rappelle Maria. Alors pourquoi partirions-nous? »

B.P.

1. Carlos Menem, président « péroniste » de l'Argentine de 1989 à 1999. Son gouvernement est associé à la corruption et à l'imposition de politiques néolibérales agressives.

2. Plus de 2 900 euros au cours actuel. Mais le montant réel est plus grand, puisqu'une partie des dettes datent de 2001, alors que la parité peso-dollar n'a été abandonnée qu'en 2002.

GRATUITÉ

des transports de marchandises

Le choix de Rahan !

Dr Martius

Dr Martius milite au groupe Louise-Michel de la FA et au RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants)

LES COLLECTIFS pour les transports gratuits ont su développer une réflexion et des actions pour une vraie revendication de rupture, dans le champ du transport des voyageurs. Il serait trop long, ici, d'en rappeler le détail (que le lecteur pourra retrouver notamment dans un article du prochain numéro de *Réfractifs*, sur les services publics, prévu pour fin novembre 2005).

Soulignons juste que la gratuité est pensée comme un outil pour garantir l'accès égalitaire au service public, et pour construire sur cette base économique les outils de socialisation qui conduiront les usagers et les agents qui concourent à la création ou à l'exploitation des systèmes de transport à définir eux-mêmes, ensemble, quelles natures de déplacements nécessitent quels types de transport, et quels moyens techniques et humains méritent d'être mis en œuvre.

C'est comme Rahan ! Les transports sont pour lui un besoin d'émancipation et de connaissance (trouver la tanière du soleil, être « le » colporteur de la « Grande Horde de ceux-qui-marchent-debout »), ainsi qu'un moyen d'échapper à la répression de clans autoritaires. Techniquement, il invente le strict nécessaire à l'obstacle (failles géologiques ou étendues marines seront franchies chacune à leur manière), en fonction des ressources disponibles sur place (le ravin sera franchi soit par l'infrastructure formée par l'arbre déraciné au coutelas d'ivoire – si, si ! – soit par le saut à la perche avec un bambou providentiel, soit encore par un simple saut de son corps). Il n'accomplit de travail que pour ces nécessités, et n'hésite pas à en partager le fruit avec tout être de ces âges farouches, dont il peut reconnaître les intentions bonnes. On pourra

objecter que l'accessibilité aux handicapés n'est pas toujours garantie, loin s'en faut, et surtout, que c'est plus facile d'être autogestionnaire tout seul qu'à plusieurs millions. Mais bon, c'est pour l'image, et l'idée est là !

Seulement voilà : Rahan est vieux maintenant. Il a fini par fédérer ceux-qui-marchent-debout dans une Grande Horde fraternelle, et par susciter tout un réseau partagé gratuitement de radeaux franchiseurs de mers, d'arbres franchiseurs de ravins, de bambous et de lianes en libre-service, etc. Mais il sent le sapin, il pense au sage Crao et à la vieille Tawa qui l'ont élevé, et il veut se faire envoyer une grosse pierre du mont Bleu pour sa sépulture.

Question : peut-il l'exiger gratuitement des membres de la société qu'il a su faire naître, ou bien devra-t-il payer en donnant son coutelas ou son collier des cinq vertus ? Autrement dit, pour revenir au monde réel, comment penser le transport de marchandises dans une perspective de rupture avec le capitalisme ? Peut-on convoquer là aussi la gratuité ?

Rahan, le capitalisme et la décroissance

C'est le capitalisme, aujourd'hui, qui a développé à son seul profit des transports aux coûts si bas, proportionnellement aux autres éléments, qu'on les dirait gratuits. Ceci au prix de conditions sociales très régressives (qu'il s'agisse du maritime, du routier, de l'aérien et bientôt du ferroviaire). Au prix aussi de politiques énergétiques écologiquement et démocratiquement suicidaires (charbon et pétrole bon marché, nucléaire totalitaire). Au prix, enfin, d'un développement irraisonné d'infrastructures dont l'empreinte écologique est toujours plus prégnante (autoroutes, lignes



ferroviaires à grande vitesse, pistes d'aéroport, lignes électriques à très haute tension, etc.).

Résultat: le coût des transports est devenu une non-variable de l'organisation de la production et des échanges, à l'exact opposé des ères historiques antérieures où le transport constituait l'aléa majeur du commerce: tempêtes et piraterie en mer, brigandage et faibles performances pour les moyens terrestres, etc. Osons même un parallèle, fragile dans l'analyse mais significatif dans l'esprit: celui du transport des « malades-marchandises » d'un « hôpital-entrepôt » vers « l'hôpital-usine » spécialisé pour l'acte à accomplir à un moment du « parcours de soin », et retour, dans le cadre général d'une gestion concentrationnaire des ressources hospitalières en réseau.

Couplés avec la libéralisation et la sécurisation des circuits financiers internationaux, ces transports quasi gratuits de marchandises sont évidemment à relier au phénomène complexe des délocalisations.

Tout ceci conduit à des aberrations techniques (croissance soutenue du fret aérien: +15 % de 2000 et 2004 au niveau mondial, malgré le 11 septembre 2001), ou des aberrations géographiques (le transport international jointain est proportionnellement bien moins cher que le local). Les anarchistes ne s'étonneront pas, à cet égard, de voir des objectifs militaires, parangons des régimes autoritaires, pointer derrière certaines de ces aberrations, comme celle montrée par le récent documentaire *le Cauchemar de Darwin*: un désastre écologique avec l'introduction de la perche du Nil dans le lac Victoria, un calcul économique insensé qui fait consommer en Europe et en Extrême-Orient des poissons pêchés en Tanzanie, une exploitation insoutenable et mortifère de la misère humaine (avec l'alliance religion/sida), et, pour finir, un parent aux trafics d'armes! La cheville ouvrière de ces rouages? L'avion-cargo le plus gros du monde, lui-même issu du complexe militaro-industriel soviéto-russe...

Bon! Mais pourrait-on, dans une société émancipée, instaurer la gratuité du transport de marchandises, en la socialisant et non en l'asseyant sur l'exploitation de l'humain et des ressources naturelles non renouvelables ou rares?



Lorsqu'une personne voyage, quel que soit le motif, elle y engage tout son être et notamment le temps de sa propre vie. L'individu porte donc sa propre limite, physique autant que psychologique, à l'expansion indéfinie des transports du fait de la gratuité, car nous sommes chacun au centre de liens affectifs, sociaux, géographiques, économiques qui nous tiennent en place. En revanche, se faire adresser une marchandise n'engage que le temps et la vie des autres (producteurs et transporteurs)! L'individu n'est plus sa propre limite, et il faut un système de régulation externe.

Que notre vieux Rahan combatte ses rhumatismes en retournant lui-même au mont Bleu pour s'envelir sous une dalle volcanique, c'est son affaire; nul ne lui contestera d'empoigner gratuitement les lianes et bambous publics. Mais qu'il engage la vie d'autres hommes pour amener sa pierre tombale gratuits ne peut procéder que d'une décision collective.

Les outils de l'autogestion peuvent-ils être, à eux seuls, ce système de régulation des transports de marchandises dans une perspective de décroissance. L'anarchie sera-t-elle le salut de Rahan, et comment?

Rahan et l'autogestion à l'épreuve des échanges

Notons d'abord que la sortie du développement – logique suicidaire du capitalisme – par la décroissance nécessitera non seulement une société libertaire, mais en tout état de cause une diminution drastique de la production et des transports tant que l'on n'aura pas diffusé des techniques qui ne ruinent pas plus de ressources (pour leur fonctionnement ou par leurs effets) qu'elles n'en créent. Il s'agira d'être frugal et autonome, ce qui constitue autant une appétence personnelle, que des critères collectifs pour repenser production, consommation et transports selon l'utilité sociale.

Il s'agit en effet de remettre en un ce que le système capitaliste a segmenté, séparé, réduit, pour construire un régime de flux sur lesquels il prélève la richesse, mais qui sont autant de prisons asservissant leurs détenus à la croissance du flux (même les syndicats pensent croissance). Or, dans la « remise en un », le transport de la marchandise tend à disparaître.

Ainsi des Manouches qui colportaient eux-mêmes leurs vanneries produites lors des haltes. Prenons aussi l'exemple, pour l'alimentaire, des AMAP® (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne), ou plus exactement de leur esprit, car les AMAP® elles-mêmes, marque commerciale contrôlée par une association Alliance pas très claire, font craindre une arnaque politique (sauf lorsque des compagnes et compagnons libertaires savent y porter le ferment de l'autogestion). Il s'agit alors de rassembler un ou des producteurs avec des consommateurs qui

Lorsqu'une personne voyage, quel que soit le motif, elle y engage tout son être et notamment le temps de sa propre vie. L'individu porte donc sa propre limite, physique autant que psychologique, à l'expansion indéfinie des transports du fait de la gratuité, car nous sommes chacun au centre de liens affectifs, sociaux, géographiques, économiques qui nous tiennent en place.



vont s'engager ensemble dans le choix de la production, son préfinancement, la production elle-même et sa distribution, les aléas étant supportés collectivement. Or, pour que la pratique s'accorde, il doit y avoir relative proximité géographique afin de permettre aux consommateurs de s'investir dans la production et au producteur de prendre sa part de la distribution. Le transport, comme activité détachable, disparaît alors; il est assuré par les individus eux-mêmes, à une échelle qui ne dépasse pas leurs capacités.

Toujours dans le souci d'autonomie et de repousser la nécessité d'un transport, on imagine aussi qu'il faut transformer les matières premières sur place, avant de n'avoir à transporter que les produits finaux. Il est aberrant, par exemple, d'envoyer une grume brute se faire scier à l'autre bout de la France, puis envoyer les planches se faire assembler en meuble ailleurs, puis le meuble être envoyé dans un entrepôt encore ailleurs, d'où il sera expédié dans un magasin et enfin seulement chez le client (que dire lorsque la grume est exotique...).

Ceci dit, le raisonnement atteint ses limites dès que l'on considère des produits manufacturés qui ne sont pas seulement issus de la transformation d'une matière donnée, mais un assemblage de matières premières semi-finies ou finies, de natures et provenances diverses. Or notre vision n'est pas l'autarcie (se suffire à soi-même sans apport extérieur) à laquelle nos adversaires cantonnent souvent le champ du possible lorsqu'ils critiquent l'autogestion. La frugalité et l'autonomie n'impliquent pas de renoncer aux échanges.

Nous devons donc là aussi penser des modèles autogestionnaires dans les transports, pour que la réalité de leur coût social (humain, technologique et environnemental) soit bien apparente, en lien très direct avec les unités de production autogérées pour qu'elles puissent apprécier l'utilité sociale de telle ou telle proposition en fonction des modes de transports possibles. Et comme le transport a tendance à disparaître quand les fonctions de

producteurs et consommateurs sont réunies au sein de mêmes groupes d'individus, la solidarité doit jouer si un arbitrage de l'utilité sociale, pour un projet donné, conduit à renoncer à un transport.

À ce stade, je laisse à chacun le soin de répondre à la question de la gratuité comme outil de ces mécanismes d'autogestion. Pour ma part, je pense que si la gratuité pour les voyageurs est possible avant l'autogestion et qu'elle en constituerait même le stimulus, une pratique éprouvée de l'autogestion serait plutôt le préalable à un système de gratuité du transport de marchandises. Il faut sans doute un temps encore que pour les mécanismes du prix viennent rappeler de manière constante la réalité d'un coût (un coût social bien sûr, pas un coût comptable à la mode capitaliste).

Le choix de Rahan

Aller vers l'autre ou l'ailleurs (transport voyageurs) n'est pas le simple symétrique de faire venir l'ailleurs chez soi (transport marchandises). Cette non-réciprocité est aussi ce qui fait le caractère et l'identité de chaque lieu et groupe humain vis-à-vis des autres.

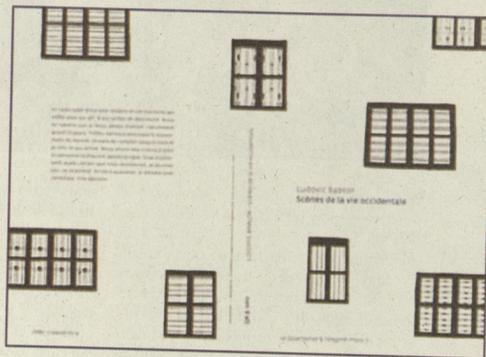
Le transport de marchandises tend à disparaître avec la capacité d'une organisation à l'intégrer dans des processus de production-consommation intimement réunis et minimalistes. Dans ces cas, le libre transport des personnes (avec leurs marchandises) devient l'alternative au transport de la marchandise seule. C'est sans doute un des sens que l'on peut trouver au nomadisme, où l'on transporte sa vie et son univers matériel frugal avec soi, et où la vie est ce transport. Chaque halte devient alors la rencontre nécessaire entre l'ailleurs ou l'autre et le « soi-même ». C'est le choix de Rahan aux âges farouches.

Pour les « âges émancipés » à venir, la revendication des transports gratuits pour les personnes peut, dès lors, pour une partie des échanges au moins, être pensée aussi comme l'outil du transport gratuit des marchandises – par sa disparition pure et simple en tant qu'activité propre – dans une société frugale, autonome et autogestionnaire.

Dr. M.

Scènes

de la vie occidentale



EN CETTE SAISON de distribution de prix littéraires, les médias nous présentent essentiellement des auteurs aux tirages phénoménaux, issus de la bourgeoisie et parlant de ce milieu. La majorité des écrivains n'ont pourtant pas une vie facile. Gagner de l'argent avec un livre n'est pas une évidence. Si un auteur arrive à vendre 500 exemplaires d'un livre à 15 euros, il ne touchera même pas l'équivalent d'un mois de SMIC. Beaucoup ne survivent que parce qu'ils ont un autre boulot ou bien parce qu'ils touchent diverses aides.

Loin du tapage médiatique, Ludovic Bablon essaie de vivre de son écriture exigeante. Né en 1977, il a déjà publié une demidouzaine d'ouvrages, la plupart en auto-édition. Il écrit de la poésie, des romans, de la critique littéraire. Il participe à la revue littéraire *le Matricule des anges* et anime un site Internet. Il a un projet de roman avec l'acteur Klaus Kinski comme personnage principal.

Scènes de la vie occidentale commence par un banal accident de la circulation à un carrefour de Lille, le 10 juillet 2002 à 23 heures. Un roman meurt alors. Ce drame est rapporté par Radio mort, média d'un monde à la Orwell. « Ici Radio mort. On vous filme chez vous en train d'allumer la télé et d'ouvrir la porte du frigo. » Parallèlement Radio vivant propose des reportages qui visent à apaiser les esprits.

Le roman met en scène les figures d'Arnaud Villeneuve, Estelle-Ère Huck, Anna Ash, Paul Appelbaum et Alice Mathieu. Leurs biographies sont diffusées par les radios. « Avant guerre, Édouard Mathieu, un corps humain, avait quitté son village de Haute-Loire

au sortir de l'adolescence avec comme perspective un emploi d'ouvrier sous-payé dans l'industrie automobile d'un département proche. » « La petite fille avait appris l'existence du dieu qui calme, qu'on appelle Dieu. Elle allait y croire trois ans, avant de découvrir par sa propre expérience que ce Dieu, on l'appelait seulement: sans qu'il réponde. Il mourut donc. » « Fut un temps où Appelbaum Paul, un nouveau soir, attendait devant sa télévision, sur un canapé, les jambes repliées sous lui, d'être une fois de plus le fils d'Appelbaum Hans, ouvrier métallurgiste et immigré allemand de la banlieue d'Angers. »

L'auteur se met lui-même en scène vers la fin du roman. Sa prise de parole ressemble à un pamphlet politique utopiste. « À ma décharge, ce livre est une pièce à conviction qui démontre, monsieur le juge, que j'ai été victime d'une attaque occidentale contre ma personne, et que mon art n'est que la forme jolie que prend ma défense légitime. »

Ce roman exprime une violence contre notre société occidentale et ses valeurs préétablies. À travers ses personnages, Ludovic Bablon dénonce l'absurdité et la médiocrité. Leurs vies sont celles de nombreux jeunes d'aujourd'hui qui connaissent folie, misère amoureuse, haine et anonymat dans un décor glauque de meubles, de cuisine et d'immeubles où ils survivent difficilement. C'est un roman de notre époque avec au fil des pages les appartements, la famille, la figure du père, l'accident, la violence, la ville, la folie, les stars du rock, la chirurgie esthétique, la mort de Dieu, etc. Il y a beaucoup de désespoir.

« J'apporte au lecteur mon état de crise de nerfs permanent », nous dit l'écrivain dans une interview.

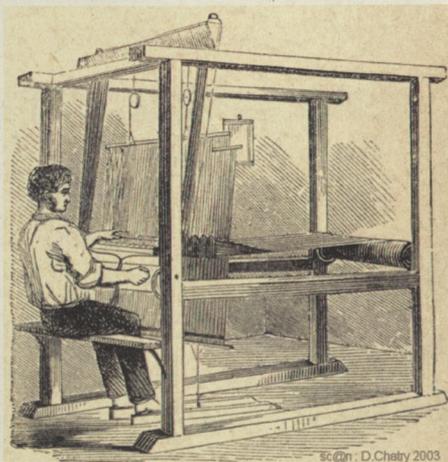
Ludovic Bablon écrit avec de longues phrases, utilise des circonvolutions et des retours en arrière suivant la logique du magnétophone à cassette de notre enfance: rewind, play, stop, eject. La poésie est toujours présente dans ce texte virevoltant et nerveux mais aussi le savoir: son écriture flirte souvent avec la sociologie, la philosophie, l'histoire, dans un déplacement perpétuel du point de vue. Quelques-unes de ses influences sont citées dès les premières pages du livre: Jean Genet, Don DeLillo, Pierre Michon, etc. On appréciera ici la clarté et la franchise du projet littéraire d'un jeune auteur qui a décidé de faire œuvre.

Scènes de la vie occidentale est co-édité par Ludovic Bablon, sous le label Hogarth Press II, et par Le Quartanier. Cette maison d'édition québécoise n'hésite pas à publier des textes d'auteurs peu connus. L'aspect du livre est particulièrement soigné: mise en page, illustration de couverture (une peinture d'Amande In), utilisation de diverses typographies contemporaines (réalisées par Peter Bil'ak).

Phil Ducira

Ludovic Bablon, *Scènes de la vie occidentale*, Le Quartanier et Hogarth Press II, 2005, 171 p., 15 euros.

« Voracement » vôtre



Libertaires avant la lettre, ils furent à l'avant-garde des premières véritables révoltes ouvrières, celles des canuts, ouvriers de la soie à Lyon. Après la répression qui s'est ensuivie, ils furent les seuls à continuer à y croire. On les appela, alors, les « voraces ».

Anne Sizaire

Ici, sur les pentes de la Croix-Rousse, le terreau semble depuis toujours favorable aux initiatives libertaires, même si les fleurs sont aussi précieuses que rares. Ici est né, en 1828, Le Devoir mutuel, première société mutualiste, basée sur l'entraide, les achats en commun et le prêt de matériel. Ici a été fondée, dès 1831, la première coopérative, dite Le Commerce véridique et social, et située montée de la – justement nommée – Grande Côte, par un certain Michel Derrion, profondément fouririste. D'ailleurs, après avoir été acculé à la faillite par les commerçants « z'honnêtes », il partit créer un phalanstère au Brésil. C'est cette même année 1831 qu'éclate la première révolte des canuts.

Les tisseurs, brodeurs, dessinandiers, ovalistes et autres ouvriers de la soie se sont installés sur les pentes et le plateau de la Croix-Rousse, à la faveur de la première révolution, celle de 1789, en lieu et place des congrégations religieuses, priées d'aller voir ailleurs. Ils forment un peu une ville dans la ville: la Croix-Rousse est d'ailleurs une commune indépendante de Lyon, comme Montmartre l'est de Paris, à la même époque.

La soie lyonnaise est alors réputée dans le monde entier, certaines pièces sont considérées comme de véritables œuvres d'art, mais leurs auteurs vivent dans la misère. Dix à douze heures de travail par jour pour gagner à peine de quoi survivre, les prix étant fixés, selon le principe de la loi Le Chapelier – ultra-libérale –, par les négociants, et la concurrence étant infernale.

En novembre 1831, des maîtres artisans tisseurs aux apprentis, tous arrêtent une première fois le travail et convergent vers la place des Terreaux, pour exiger un tarif décent. Le prix de la pièce « à façon » vient, brutalement, de chuter de moitié: impossible, tout simplement, de gagner sa vie.

Les canuts descendent donc dans la rue, avec un drapeau noir portant l'inscription célèbre: « Vivre en travaillant ou mourir en combattant », et ils se battent contre l'armée envoyée de la capitale. Parmi les plus actifs, et même considérés comme les « meneurs les plus agités et les plus virulents », les compagnons tisseurs de la place Colbert qui seront bientôt surnommés les « voraces ».

Car il paraît qu'ils étaient vraiment gloutons ceux-là! Ils veulent tout, figurez vous! Ils ont l'audace de demander systématiquement un tarif plus élevé que celui proposé par la « Boutique », nom donné aux marchands du Griffon! Nul doute qu'ils n'aient fait quelques scandales, à La Condition des soies.

Cette première insurrection tourne court, les marchands promettant ce qu'ils ne tiendront jamais. Mais moins de trois ans plus tard, en février 1834, c'est l'appel à la grève générale. Cette seconde révolte, plus longue et plus sanglante – les morts se comptent par centaines – est malheureusement tout aussi peu productive.

Mais, tandis que la majorité des ouvriers canuts se résignent à continuer à travailler pour un salaire de misère, les « voraces », eux, s'organisent, plus ou moins clandestinement,



une coalition étant interdite. En 1846, deux ans avant la troisième révolution nationale, leur réseau compte un millier de canuts qui militent pour une vraie république sociale. Ils sont pour le partage des richesses : comme les anarchistes, ils se battent pour l'égalité économique et sociale de tous.

Les « voraces » sont fourriéristes et transformeraient bien la Croix-Rousse en un immense phalanstère. Contrairement aux autres canuts qui dans leur ensemble « respectent la religion », ils sont très anticléricaux et organisent notamment des opérations de « neutralisation » d'ateliers créés par des congrégations religieuses, tels ceux des Chartreux.

L'Église et les notables les présentent comme d'affreux « révolutionnaires radicaux », organisés en société secrète, nostalgiques de 1793 (dont la ville de Lyon a précisément un très mauvais souvenir), bref des méchants qui ne veulent rien d'autre que semer la terreur.

Et c'est vrai qu'ils font peur aux bourgeois, d'autant qu'ils vont activement participer à la révolution de 1848. Le 25 février, Louis-Philippe est prié d'aller se faire pendre ailleurs, et la Deuxième République est proclamée. Les « voraces » descendent aussitôt des pentes de la Croix-Rousse, manifestants les plus déterminés et les mieux organisés. Ils pactisent avec l'armée, faisant main basse au passage sur une partie de l'arsenal de la ville. Ils envahissent l'hôtel de ville et hissent le drapeau rouge. Mais ils sont en trop petit nombre et n'arrivent pas à ranimer l'élan des révoltes précédentes : les ouvriers canuts ne bougent pas, sous l'influence d'un clergé très présent.

Déterminés, ils continuent de lancer des actions symboliques. Le 9 avril, ils organisent la commémoration de la révolte de 1834, sur tous les lieux des combats, du quartier de Vaise à celui des Cordeliers. Ils inaugurent aussi, en grandes pompes, une immense statue en papier mâché, place Carnot, représentant le peuple souverain qui se libère de ses chaînes et écrase la monarchie.

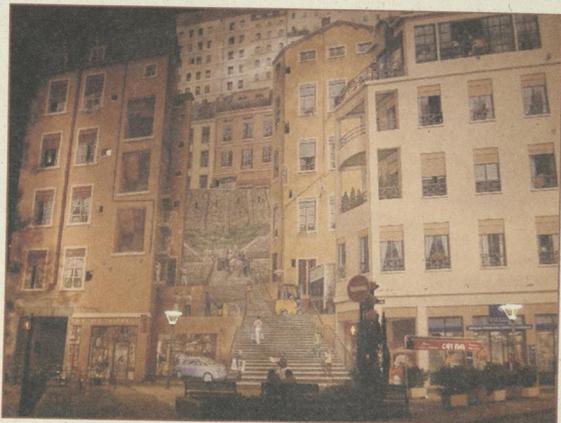
Las ! Dès le mois de juin 1848, la révolution de février n'est déjà plus qu'un leurre. Les ateliers nationaux, créés pour relancer l'emploi, sont brutalement supprimés. Les manifestations qui s'ensuivent et les barricades érigées à Paris comme en province font face à la répression féroce du général Cavaignac, chef du gouvernement : il y a cinq mille morts dans la capitale, « mise en bouche » prémonitoire, terrible et sanglante des massacres de la Commune en 1871, qui seront dix fois plus importants.

À Lyon, la garde nationale est désarmée. Celle-ci comptait de nombreux « voraces » qui tentent de s'organiser mais, à nouveau, le peuple ne suit pas.

Un an plus tard, en juin 1849, les « voraces » sont malheureusement toujours les seuls à laisser éclater leur colère : le gouvernement français, qui se prétend républicain, a envoyé des troupes en Italie pour prêter main forte au pape contre les assauts de Garibaldi. Ils montent des barricades sur le plateau : cent morts.

Après cette hécatombe, on entendra de moins en moins parler des « voraces ». Mais, outre qu'un des plus beaux immeubles de la Croix-Rousse, bijou architectural des pentes, porte leur nom, nous sommes toujours là et bien là. Et nous voulons tout, nous aussi. Car rien n'est à eux.

A. S.



Combat de chiens

LE DERNIER LIVRE paru en français de Lluís-Anton Baulenas a pour titre original *Alfons XIV*. En effet, il prend pour prétexte la nécessaire succession de Franco, question qui s'est réellement posée dès le début des années 60 dès lors que des anarchistes ont organisé des attentats pour l'abattre. Point de départ historique pour ce qu'on pourrait appeler un roman noir. Franco entend mettre au point lui-même sa succession, et il choisit un fils inconnu de Don Juan, Heredero, lequel est un homme d'affaires tout à fait reconnaissant envers le « Généralissime » puisque c'est lui-même qui lui offre les marchés...

Nous fréquentons donc Franco et certains de ses proches, mais nous ne sommes absolument pas dans le registre people, bien au contraire... Que ce soit dans le monde des affaires ou pour la prise du pouvoir, Heredero a des concurrents, on peut même dire des ennemis. Il est donc en danger, et toute l'intrigue va consister à assurer sa protection en attendant que la révélation de son futur rôle soit publique. Cependant, le personnage principal du roman est un assassin professionnel, un militaire, et c'est lui qui va être en charge de protéger l'héritier désigné du trône. C'est donc en compagnie d'un bourreau que nous allons vivre cette aventure. Un assassin parfait, n'exprimant aucun sentiment, ne songeant seulement qu'à bien faire son travail d'assassin, poussant même la manie, jusqu'à emporter les corps de ses victimes pour aller les enterrer lui-même – après les avoir soigneusement lavés – dans un cimetière clandestin qu'il a constitué au fur et à mesure que le nombre de ses victimes s'allongeaient, dans une forêt difficile d'accès. La mort est son métier.

Avec la narration de la succession de Franco, c'est à l'enterrement du franquisme que se livre Baulenas. Il dit la médiocrité des personnages et la médiocrité revendiquée de leur programme politique. C'est en suivant un assassin parfaitement froid et inculte que l'on perçoit toute l'horreur du franquisme. Ainsi, le romancier fait vivre ce dont l'historien a du mal à rendre compte. Il est capable à travers la fiction de regarder l'Histoire de chaque côté de la lunette, depuis le militaire exécutant (littéralement!) jusqu'à Franco, de dire le rôle des individus qui sont les rouages du système, tous méprisables et pitoyables, au point que l'on en arrive à se demander si l'un est pire que l'autre. Cette idéologie bâtie sur des principes intransigeants de droiture et d'obéissance est pourrie de corruption.

Vous avez aimé les meilleurs *Manchette*? Vous aimerez ce *Combat de chiens* et son intrigue policière haletante qui se dénoue dans une révélation subtile et violente située dans un contexte politique glauque. Le franquisme est aujourd'hui mort, mais la médiocrité et les coups tordus ne sont-ils pas encore d'actualité, ici ou là? C'est la question que pose Lluís-Anton Baulenas.

Le Furet

Lluís-Anton Baulenas, *Combat de Chiens*, traduit du catalan par Cathy Ytak, Flammarion, 406 p., 21 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire.

Rennes : un local sans Dieu ni maître

FIN SEPTEMBRE, le groupe La Sociale de la Fédération anarchiste lançait un appel à souscription pour l'achat d'un local libertaire à Rennes. Cet appel est diffusé sur Internet, Radio libertaire et par le *Monde libertaire*, auprès des sympathisants ou militants qui souhaitent aider à l'implantation des idées libertaires. Nous espérons réunir par le biais de la solidarité libertaire la somme de 5 000 euros, en sachant que nous nous sommes fixé un budget total de 60 000 euros, qui est une hypothèse basse dans la cinquième ville la plus chère de France pour l'immobilier...

Véritable mise en pratique de nos idées libertaires, le local « La Commune », dont nous sommes locataires depuis plus de neuf ans, sert de librairie associative, de lieu d'expo, de discussion et d'animation grâce au concours des adhérents, des militants, et des sympathisants, qui le soutiennent à la fois pratiquement et financièrement. Par exemple, jusqu'à fin 2005, le local accueille l'expo photo des salariés de ST Microelectronics en lutte.

Alors pourquoi vouloir acheter un local alors qu'il existe déjà un local libertaire à Rennes? Parce que nous avons la volonté, alors que certains nous aident aujourd'hui, d'aider les autres à l'avenir: les 420 euros mensuels dépensés en loyer et charges seraient, de notre point de vue, plus utiles à la diffusion des idées libertaires que dans les poches de l'agence immobilière et du propriétaire... Nous inscrivons donc bien cette campagne de souscription dans une dynamique de solidarité pour aujourd'hui et pour demain!

À cette heure, au vu des premières réactions de soutien, la souscription a bien démarré: nous avons déjà reçu de votre part la somme de 2 101 euros très exactement! Nous adressons d'ores et déjà nos chaleureux remerciements à: Alexandre L. (Bréal-sous-Montfort), Bastien L. (Rennes), Claude G. (Meudon), Damien et Fanny M. (Reims), Jean-Pierre L. (Thizy), Les amis de Pierre-Besnard (Pantin), Claude R. (Pantin), Frédéric S. (Paris), Sophie V. (Paris), Bernard G. (Taillat), Groupe FA de Rouen, librairie L'Insoumise (Rouen), Jean-Michel Q. (Bègles), Jean-Claude A. (Vierzon), Athénée libertaire (Merlieux), Laurent LM (Maintenon), groupe Nada (Toulon), Jean-Yves D. (Fontarèches), Bruno N. (Six-Fours), Gérard M. (Bonneville), Patrice S. (Bures-les-Monts), Jean-Yves L. (Thourie), Serge A. (Bazemont).

Nous tenons encore une fois à remercier spécialement les camarades du groupe Los Solidarios pour leur important soutien dans le financement de ce projet.

Groupe La Sociale



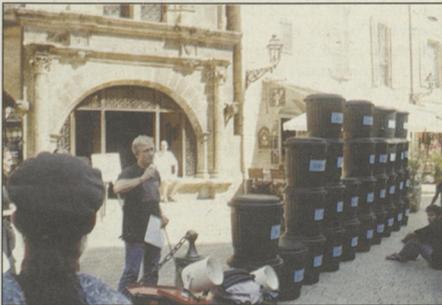
Pour rappel, les chèques sont à libeller à l'ordre de: « ACL-souscription ».

Pour toute correspondance, envoyez-nous vos coordonnées et vos règlements à:

Local La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.

Tél./Rép: 02 99 67 92 87, www.farennes.org

Sarlat : retour sur le Forum libertaire



POUR CELLES ET CEUX qui ne l'auraient pas su, ou qui seraient passés à côté, les ansars de Dordogne ont tenu un Forum régional libertaire à Sarlat les 25 et 26 juin dernier. Un petit retour sur cet événement, ainsi qu'un bilan, s'impose donc pour commencer cette rentrée « sociale ».

Tout d'abord, rappelons que l'élaboration de cet événement se concrétisa à l'initiative de plusieurs groupes et organisations libertaires périgourdines, que sont le Collectif libertaire Marius-Jacob (de Périgueux), le SCALP 24, la CNT, ainsi que, bien sûr, le groupe La Boétie de la Fédération anarchiste (Sarlat). Cette manifestation se voulait être le prolongement des deux festivals des Résistances (organisés par le Collectif libertaire en 2003 et 2004 à Périgueux), tout en visant une portée plus importante, d'où l'investissement de différentes organisations, ainsi que le choix de l'établir à Sarlat, au centre culturel, qui offrait la possibilité de coordonner un plus grand nombre de points d'échange et d'accueillir un public plus important.

L'organisation d'un tel forum nous a demandé plusieurs mois de travail, entre prises de contact des intervenants, des éditeurs, la restauration, les démarches de réservation des lieux et de l'hébergement (jamais simple avec l'étiquette « anarchiste »), ainsi que la préparation du concert de soutien « pré-forum ».

Un point rapide sur celui-ci: nous avons accueilli à Thenon, au mois d'avril, 250 personnes, qui ont pu assister – chacun selon ses moyens – à la prestation de plusieurs groupes venus en soutien. Nous en profitons d'ailleurs ici pour les remercier encore une fois: Omalium, Da Crew, les Kôbôlts, Collectif A, Troll des Bois et Bali Coton.

Les bénéfices de cette soirée, ainsi que ceux réalisés lors du forum lui-même, nous ont permis de rentrer dans nos frais. Pour rappel, l'entrée au forum (débat, projection, concert, salon du livre, etc.) était libre et gratuite, et la restauration à prix libre. Rajouter à cela la buvette et les T-shirts de soutien (illustrés par Tatia et Ramine – merci à vous deux), et nous aurons fait le tour des rentrées pécuniaires. Comme quoi la réussite d'un tel projet, avec la bonne volonté de chacun, est possible sans que personne ne soit oublié, et surtout pas celles et ceux que le système a le plus défavorisés.

Salon du livre anarchiste, débats de haute qualité, tant sur le fond que sur la forme, restauration en quantité et qualité, projection vidéo, théâtre et concert auront donc attiré ce week-end-là plus de 300 personnes, et ce malgré la chaleur étouffante de ce début d'été. Une réussite en soi, dans une ville qui compte à peine plus de 10 000 habitants, bien que l'on puisse regretter la

quasi-absence du public présent au premier concert (public certes plus jeune...).

Il y eut bien quelques râleurs le dimanche matin devant la maison de La Boétie, lors du happening d'Art 112 emmené par la fanfare Elfe et Mer; certaines chansons anticléricales entonnées par la chorale libertaire de Périgueux ont en effet suscité l'effroi, à l'heure où prend fin la messe... Mais, après tout, nous ne sommes pas responsables de la présence d'une cathédrale en face de la demeure d'Étienne!

Bref, ce fut un joyeux moment passé ensemble, dans la convivialité et le partage, qui plus est bien relayé dans les médias locaux. De quoi se réjouir...

Politiquement, le bilan est plus mitigé. Quatre mois plus tard, pas de nouveaux militants, pas de contacts significatifs. Par contre, les Sarladais auront au moins pu constater que les anars ne sont pas des personnages de polar, et cette première grande apparition aura permis d'affirmer notre identité toute nouvelle dans le paysage politique local.

Finalement, on retiendra de ce forum, outre son succès logistique, tous ces instants chaleureux, la prestation de Joan-Pau Verdier, qui transporta un auditoire attentif avec ses vers occitans et libertaires, les rires nocturnes devant l'écran projetant l'An 01, cette retraitée de l'Éducation nationale, manifestement heureuse de compter parmi nous quelques anciens élèves, le soutien sans faille, tant matériel qu'humain, des

militants de la FA, et la gouaille de certains, venus nous donner la main des quatre coins de France, et puis surtout l'acclamation par le public d'Aïcha, ancienne sans-papiers, qui nous concocta ce merveilleux couscous, et puis encore tous les bons moments passés au cœur de Sarlat, cité qui inspira le *Discours de la servitude volontaire*, cette impression que la ville était enfin à nous, à nous tous, cette impression de liberté retrouvée...

Ici, suite à ce rendez-vous et aux manifestations de la rentrée, qui nous semblent bien molles, nous n'espérons qu'une chose: saisir la prochaine occasion qui nous comptera aussi nombreux, afin que définitivement, tous ensemble, nous fassions renaître ce sentiment de liberté, cette impression... pour 'laisser place à sa réalité!

Fabrice Lacombe
Groupe La Boétie

Nouvelle adresse « publique » de groupe La Boétie: c/o ADCS 24, BP 25, 24290 Montignac. Courriel: groupe-la-boetie@federation-anarchiste.org
Reprise de l'émission « L'idée noire », depuis le 15 octobre, sur radio Plaisance (95.9) en Périgord noir.



Radio libertaire

Vendredi 28 octobre

Offensive de 21 heures à 22h30, Medhi Bâ (journaliste et écrivain) et Faujour (dessinateur) à propos de l'Almanach critiqué des médias, un superbe ouvrage!

Samedi 29 octobre

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30, *La croisade des ious*. Yougoslavie, première guerre de la mondialisation, de Diana Johnstone aux Éditions du Temps des cerises.

Dimanche 30 octobre

Tempête sur les planches de 14 heures à 15h30, Sapho pour son spectacle *Ferré Flamenco*, la chorégraphe Ea Sola et la compagnie Viva la Comedia qui joue *L'Histoire du tigre* de Dario Fo au Lucernaire.

Mardi 1^{er} novembre

Ideaux et débats de 18 heures à 19h30 recevra Dominique Souton pour *Le gynécologue amoureux* publié aux Éditions de l'Olivier, et Philippe Claudel pour *La Petite Fille de M. Linh*, chez Stock (en différé).

Mercredi 2 novembre

Femmes libres de 18h30 à 20h30: Violette and Co, librairie féministe à Paris (102, rue de Charonne, 11^e) et Stéphanie Carne, clarinetiste, pour l'album *Musique française au féminin* par l'ensemble Latitudes.
Traffic de 22h30 à minuit, Thierry Insèque, aka « Too Cool » et le projet Streetdance « Nouvelles voies », Manuel Wanji et son nouvel opus Planet Groove.

Samedi 5 novembre

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30: *Les féminismes en question. Éléments pour une cartographie*, de Christelle Taraud (Amsterdam).

Dimanche 6 novembre

Chants/Contrechamps de 15h30 à 17 heures: actualité des films et présentation du nouvel album d'Alain Leprest *Donne-moi de mes nouvelles*.

89.4 MHz
en région parisienne
et
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

Vendredi 28 octobre Saint-Brieuc (22)

Le groupe Jean-Souvenance de la Fédération anarchiste avec le CEL projettent une série documentaire sur l'Espagne libertaire de 1905 à 1975, des débuts de l'anarchisme espagnol à la mort de Franco. Première projection à 21 heures à la MJC du Point du Jour, 1, rue Yves-Creston.

Besançon

À 20h30, rencontre débat avec Matan Cohen, militant israélien des « Anarchistes contre le Mur », à la librairie l'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

Paris 18^e

Les Femmauzes T en concert à 20 heures à la Boule Noire, 120, bd Rochechouart, M^o Anvers.

Amiens (80)

Concert de Fred Alpi à 20h30 au Relais du campus, 110, bd Châteaudun.

Samedi 29 octobre Bordeaux

À 16 heures, vidéo-débat sur les luttes zapatistes et la 6^e déclaration de la forêt de Lacandone. À l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com).

Paris 11^e

Projection du doc *1^{er} mai, M^o Ussia*, relatant l'enlèvement du conseiller ecclésiastique de l'ambassade espagnole auprès du Vatican par les anarchistes espagnols du groupe du 1^{er} mai, à 16 heures à Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot.

Paris 10^e

Rassemblement au métro Château-d'Eau entre 10 et 12 heures contre les rafles policières ayant eu lieu dans ce quartier.

Mercredi 1^{er} novembre Paris 19^e

Manif devant le consulat général d'Algérie (au 48, rue Bouret, M^o Jaurès) pour la levée de l'état d'urgence et l'abrogation des lois d'exception.

Samedi 5 novembre Paris 18^e

À la bibliothèque La Rue, débat autour du livre *Dissection du sadomasochisme organisé (approches anarchistes)* - à paraître - avec l'auteur, Jean-Manuel Traimond, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Blanche ou Abbesses.

Bordeaux

À 19 heures, apéro concert avec Betty Boots (punk féminin, Bdx), Police charged (punkhc, Bdx) et Signal lost (punkhc du Texas). À l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com).

Paris 10^e

Rassemblement au métro Château-d'Eau entre 10 et 12 heures contre les rafles policières ayant eu lieu dans ce quartier.

Besançon

Rencontre autour du livre *Génération arc-en-ciel* à 18 heures à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Lundi 7 novembre Clermont-Ferrand (63)

Concert de Serge Utgé-Royo pour le 10^e anniversaire de la librairie le Temps des cerises à 20h30, à l'École de Commerce, 4, boulevard Trudaine.

Mardi 8 novembre Rennes (35)

Meeting anarchiste et expo photo « Saliés de ST Microelectronics en lutte » à 20h30 à la Maison de quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne.

Jeudi 10 novembre Rouen

À partir de 20h30 à la librairie l'Insoumise, Jean-Jacques Gandini viendra présenter le livre *Ordre sécuritaire et inégalités sociales*, publié par le groupe Un autre futur de Montpellier, de la CGA chez l'Esprit Frappeur. Un débat autour d'un pot suivra la présentation. Au 128, rue Saint-Hilaire.

Lyon 1^{er}

Repas de soutien au collectif étudiant sans-papiers à la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc.

Vendredi 11 novembre Lyon

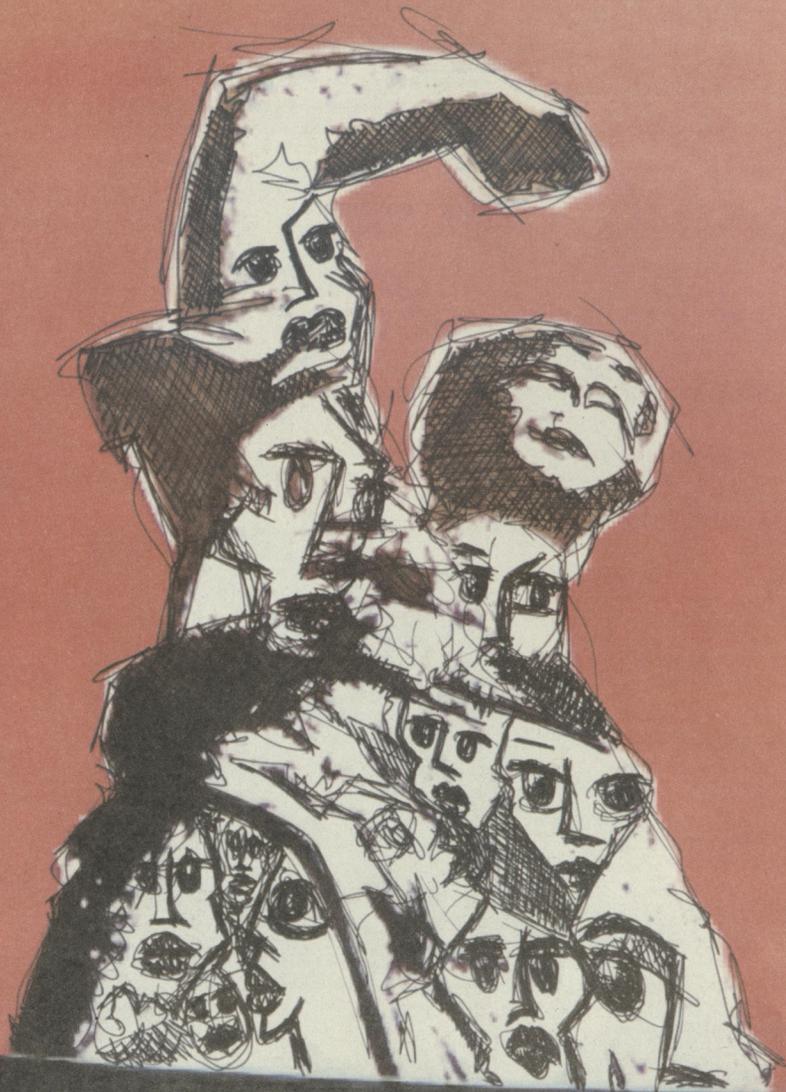
Manifestation antimilitariste à l'appel des organisations libertaires: 15 heures, place Bellecour.

Samedi 12 novembre Paris 10^e

Rassemblement au métro Château-d'Eau entre 10 et 12 heures contre les rafles policières ayant eu lieu dans ce quartier.



L'Homme vivant est un groupe.
P.J. Proudhon



cristine malet

Fédération Anarchiste